



Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- - - - -

Séance publique du

Mardi 22 avril 2014

- - - - -

PROCES-VERBAL



SEANCE ORDINAIRE DU 22 AVRIL 2014

Procès-Verbal

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux avril à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR.

Ouverture de la séance et appel

Monsieur le Président

Je vous propose de débiter cette séance du conseil d'agglomération du 22 avril 2014. Pour commencer, je vais désigner la secrétaire de séance, Mlle Maud Bodkin et je vais lui demander de venir à mes côtés ici pour faire l'appel.

-Le Conseil Communautaire approuve la désignation de madame Bodkin à main levée.

-Mademoiselle Bodkin procède à l'appel.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 28 affaires.

Monsieur le Président propose les modifications suivantes :

AFFAIRE N°3 :

HORS COMMISSION - COMPOSITION DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER – ELECTIONS DES VICE-PRESIDENTS ET AUTRES MEMBRES

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS – APPROBATION

Il est proposé de modifier la composition du bureau et de la fixer à 18 membres, soit le Président, 15 Vice-Présidents et 2 membres « Conseillers délégués » et de modifier de ce fait les indemnités de fonction des élus.

Monsieur le Président

Merci Mlle Bodkin. Le quorum étant atteint, nous pouvons valablement délibérer. Je vous propose donc l'approbation de l'ordre du jour qui comprend 28 affaires, dont deux portent une modification, l'affaire numéro 3 sur le nombre des vice-présidents et des conseillers spéciaux. Et l'affaire numéro 7 qui est l'approbation des indemnités d'élus révisée en fonction de la modification de l'affaire 3. Je m'explique plus clairement. Vous avez reçu, dans les projets délibérations qui ont été proposées à votre sagacité, 28 affaires, la troisième correspondait au vote des vice-présidents au nombre de 15 de par la loi et un conseiller spécial. Je vous proposerai d'en élire un second. Par conséquent, la répartition des indemnités des élus en sera très légèrement modifiée.

C'est la raison pour laquelle nous apportons une modification sur l'affaire numéro 7.

Je mets aux voix l'ordre du jour.

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : COMPTE RENDU DES DECISIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président :

Je demande à C FINA Directeur Général des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de bien vouloir nous présenter la synthèse des décisions.

Monsieur le Directeur général

Mesdames et messieurs les élus bonsoir. Donc, très simplement, sur le chapitre acquisitions foncières, occupations temporaires et indemnisations, vous avez des décisions pour un montant de 7 240 395,34 euros. Vous avez le détail des différents dossiers dans l'envoi qui vous a été fait.

Sur les marchés avenants, il y en a pour un montant de 7 169 901,10 euros. Il convient donc de donner acte de ces décisions.

(Voir synthèse à la fin du document)

Le conseil de Communauté prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°3 : HORS COMMISSION – COMPOSITION DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTIONS DES VICE-PRÉSIDENTS ET AUTRES MEMBRES

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Conseil est appelé à élire les membres du Bureau, Vice-Présidents et « autres membres » à la suite du renouvellement du Conseil de Communauté.

Sur proposition du Président, après avoir approuvé la proposition de modification de la présente affaire lors de l'adoption de l'ordre du jour, le Conseil de Communauté décide de modifier la délibération n°12 197 du 15 avril 2014 et de procéder à l'élection des 15 Vice-Présidents et de 2 autres membres du Bureau, « Conseillers délégués » au lieu d'un autre membre du Bureau, « Conseiller délégué ».

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ et Mme France JAMET.

Se sont abstenus : M. Gérard LANNELONGUE et M Alex LARUE

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-2 et L.2122-7, chacun des membres du Bureau doit être élu successivement au scrutin uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Il est rappelé que l'ordre d'élection des membres du Bureau constitue l'ordre du tableau.

Le Conseil procède à l'élection des membres du Bureau selon les dispositions susvisées.

1°) Election du Premier Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Catherine DARDE.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents : 90

(Émargements)

Votants : 90

Bulletins nuls : 6

(Bulletins litigieux à déduire:

Articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 9

Suffrages exprimés : 75

Majorité absolue : 38

Madame Catherine DARDE, ayant obtenu 75 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés

Première Vice-Présidente.

2°) Election du Second Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Max LEVITA.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	90
(Émargements)	
Votants	90
Bulletins nuls	2
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	12
Suffrages exprimés :	76
Majorité absolue :	39

Monsieur Max LEVITA, ayant obtenu 76 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Second Vice-président.

3°) Election du Troisième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Stéphanie JANNIN.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	1
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	8
Suffrages exprimés :	82
Majorité absolue :	42

Madame Stéphanie JANNIN, ayant obtenu 82 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés
Troisième Vice-présidente.

4°) Election du quatrième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Cyril MEUNIER.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	6
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	14
Suffrages exprimés :	71
Majorité absolue :	36

Monsieur Cyril MEUNIER, ayant obtenu 71 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Quatrième Vice-président.

5°) Election du cinquième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Isabelle GUIRAUD.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	2
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	7
Suffrages exprimés :	82
Majorité absolue :	42

Madame Isabelle GUIRAUD, ayant obtenu 82 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés
Cinquième Vice-présidente.

6°) Election du sixième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Laurent JAOUL.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	92
(Émargements)	
Votants :	92
Bulletins nuls :	7
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	18
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue :	34

Monsieur Laurent JAOUL, ayant obtenu 67 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Sixième Vice-président.

7°) Election du septième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Bernard TRAVIER.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	3
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	8
Suffrages exprimés :	80
Majorité absolue :	41

Monsieur Bernard TRAVIER, ayant obtenu 80 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Septième Vice-président.

8°) Election du huitième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Isabelle GIANIEL.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	92
(Émargements)	
Votants :	92
Bulletins nuls :	2
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	14
Suffrages exprimés :	76
Majorité absolue :	39

Madame Isabelle GIANIEL, ayant obtenu 76 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés
Huitième Vice-présidente.

9°) Election du neuvième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Rabii YOUSSEUS.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	3
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	9
Suffrages exprimés :	79

Majorité absolue : 40
Monsieur Rabii YOUSSEF, ayant obtenu 79 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Neuvième Vice-président.

10°) Election du dixième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	5
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	13
Suffrages exprimés :	73
Majorité absolue :	37

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, ayant obtenu 73 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Dixième Vice-président.

11°) Election du onzième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Isabelle TOUZARD.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	92
(Émargements)	
Votants :	92
Bulletins nuls :	2
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	9
Suffrages exprimés :	81
Majorité absolue :	41

Madame Isabelle TOUZARD, ayant obtenu 81 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés
Onzième Vice-présidente.

12°) Election du douzième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Pierre BONNAL.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	7
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	8
Suffrages exprimés :	76
Majorité absolue :	39

Monsieur Pierre BONNAL, ayant obtenu 75 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Douzième Vice-président.

13°) Election du treizième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur René REVOL.
Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	92
(Émargements)	
Votants :	92
Bulletins nuls :	10
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	15

Suffrages exprimés :	67
Majorité absolue :	34

Monsieur René REVOL, ayant obtenu 67 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Treizième Vice-président.

14°) Election du quatorzième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	92
(Émargements)	
Votants :	92
Bulletins nuls :	4
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	9
Suffrages exprimés :	79
Majorité absolue :	40

Madame Chantal MARION, ayant obtenu 79 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés
Quatorzième Vice-présidente.

15°) Election du quinzième Vice-président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Noël SEGURA.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents	92
(Émargements)	
Votants :	92
Bulletins nuls :	3
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	18
Suffrages exprimés :	71
Majorité absolue :	36

Monsieur Noël SEGURA, ayant obtenu 71 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés
Quinzième Vice-président.

16°) Election du premier « Conseiller délégué », autre membre du Bureau

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	92
(Émargements)	
Votants :	92
Bulletins nuls :	2
(Bulletins litigieux à déduire: Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	12
Suffrages exprimés :	78
Majorité absolue :	40

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, ayant obtenu 78 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés Premier « Conseiller délégué », autre membre du Bureau.

17°) Election du second « Conseiller délégué » autre membre du Bureau

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-François AUDRIN.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	3
(Bulletins litigieux à déduire:	

Articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs :	14
Suffrages exprimés :	74
Majorité absolue :	38

Monsieur Jean-François AUDRIN, ayant obtenu 74 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés Second « Conseiller délégué », autre membre du Bureau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la composition du Bureau et la fixer à 18 membres soit le Président, 15 Vice-Présidents et 2 Conseillers délégués, autres membres du Bureau ;
- approuver l'élection des 15 Vice-présidents et 2 Conseillers délégués, autres membres du Bureau ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Nous allons passer à l'affaire numéro 3 qui est la composition du bureau de la communauté d'agglomération de Montpellier et l'élection des vice-présidents et des conseillers spéciaux. La loi n'oblige pas à créer un bureau qui soit paritaire. J'ai souhaité cependant que la parité soit au maximum respectée dans l'organisation de ce bureau. Ainsi, je vous proposerai, sur les 15 vice-présidences, 6 qui soient féminines et les vice-présidences restantes attribuées à des hommes. Nous ne sommes pas complètement paritaires, mais nous nous en rapprochons. De même j'ai souhaité dans un esprit qui correspond à ce que nous avons défendu comme programme concernant l'aménagement équilibré et partagé du pouvoir du territoire que 5 vice-présidences reviennent à la ville de Montpellier et 10 reviennent aux communes de l'agglomération.

Monsieur le Directeur général

En application du dispositif du Code général des collectivités territoriales, l'élection de chaque vice-président ou conseiller délégué membre du bureau a lieu au scrutin secret uninominal majoritaire. Il faut donc désigner des scrutateurs, Monsieur le Président, nous vous proposons de désigner les 4 personnes les plus jeunes.

Monsieur le Président

Je vais y venir juste après. Je vais vous donner mes propositions de candidatures aux 15 postes de vice-présidents :

- Catherine Dardé qui s'occupera de la politique de la ville.
- Max Levita pour les finances.
- Stéphanie Jannin (excusée), qui a mis au monde une merveilleuse petite fille avant-hier soir dans la nuit et qui porte le délicieux prénom de Romane. Elle sera en charge de l'urbanisme et de l'aménagement durable du territoire.
- Cyril Meunier, maire de Lattes qui aura en charge à la fois l'environnement, la lutte contre les pollutions et la gestion des déchets.
- Isabelle Guiraud, maire de Saint-Jean-de-Védas qui aura en charge l'administration générale, les contentieux, les affaires juridiques.
- Laurent Jaoul, maire de Saint-Brès qui aura en charge la vie quotidienne et les affaires funéraires.
- Bernard Travier, conseiller municipal de Montpellier, pour la culture.
- Isabelle Gianiel, adjointe de la ville de Pérols, qui aura en charge les transports.
- Rabii Youssous, conseiller municipal de Montpellier, qui aura en charge l'espace public.
- Jean-Luc Meissonnier, maire de Baillargues, qui aura en charge les sports et la tradition.
- Isabelle Touzard, maire de Murviel-lès-Montpellier, qui sera chargée de l'insertion par l'économie, des petites et moyennes entreprises et surtout de la valorisation de l'agriculture.
- Pierre Bonnal, maire du Crès, qui aura en charge le personnel.
- René Revol, maire de Grabels, qui aura la responsabilité de la politique de l'eau et la mise en place de la régie publique de l'eau.
- Chantal Marion, conseillère municipale de Montpellier, qui sera en charge du grand dossier sur l'économie.
- Noël Ségura, maire de Villeneuve-lès-Maguelone, qui sera en responsabilité sur le logement.

Voici mes propositions de candidatures pour les deux postes de conseillers spéciaux, l'un qui était prévu et l'autre que je vous propose de valider en séance.

- Abdi El Kandoussi, adjoint au maire de Montpellier, qui aura en charge la communication.
- Jean-François Audrin, maire de Saint-Georges d'Orques, sur la protection des animaux.

Madame JAMET

On a clairement annoncé la couleur depuis le début, on a dit qu'on serait dans une opposition effectivement constructive. Nous avons quand même décidé de faire un groupe, parce que je pense que la politique doit toujours être présente. Pour autant, même si je ne revendique pas forcément un poste sur l'exécutif, etc., la notion de ces membres nouveaux que vous venez de mettre en place appelle quand même une remarque de ma part, dans la mesure où dans le cadre de la charte Anticor, et ce n'est pas pour avoir des prés bandes, attire l'attention sur l'importance d'avoir des éléments de l'opposition. Je ne crois pas jusqu'à maintenant que ceux que vous venez de nommer effectivement et c'est logique en fassent partie. Mais si je revendique légitimement que l'un ou l'autre d'entre nous puisse finalement

participer, c'est que ce bureau-là est une espèce de commission permanente dont finalement le groupe du Front National sera totalement exclu. C'est bien ça ?

Monsieur le Président

Je vous remercie, Madame Jamet, de votre intervention. D'ailleurs, vous m'avez interpellé sur un certain nombre de sujets pour lesquels je souhaite m'exprimer.

En effet, il n'y a qu'un seul groupe politique qui a demandé sa constitution de façon légitime, c'est-à-dire jusqu'à ce jour midi le groupe du Front national. Il y avait le souhait d'une partie des membres de l'UMP de constituer un groupe, mais force est de constater que nous n'avons pas reçu à cette heure une demande dûment constituée pour pouvoir le créer. En conséquence, je considère qu'il n'y a qu'un seul groupe qui a été formé, c'est celui du Front national, constitué de Madame Jamet et de Monsieur Boumaaz. Le reste des élus de l'agglomération était considéré comme partie à part entière et membres à part entière du groupe majoritaire d'intérêt communal de l'agglomération de Montpellier.

Monsieur LANNELONGUE

Jacques Domergue va nous rejoindre, mais il avait été acté que la décision serait prise aujourd'hui, non pas d'ailleurs la décision, mais le nom qui serait donné à ce groupe. Donc, je ne vois pas pourquoi vous avez compris qu'il n'y aurait pas aujourd'hui un groupe dont le nom va vous être donné pendant la séance, puisque cela avait été acté à la fin du dernier conseil. Il n'a jamais été dit qu'il fallait que ce soit fait avant.

Monsieur le Président

Monsieur Lannelongue, on peut constituer à tout moment un groupe politique. Vous aurez donc la capacité de le constituer, mais il faut le déposer de façon écrite et officielle. À ce jour, nous n'avons pas reçu d'écrit stipulant très clairement que votre groupe était constitué.

Monsieur LANNELONGUE

J'ai voulu juste prendre date que cela serait acté.

Monsieur le Président

Donc, à cet instant de l'histoire de notre institution, il n'y a qu'un seul groupe qui soit formé, celui du Front national. D'autre part avant le lancement des opérations de vote, je souhaiterais vous donner deux ou trois informations qui me paraissent importantes.

D'abord, vous dire qu'il y a environ trois jours, j'ai écrit à Monsieur Provencel pour lui signifier la fin du contrat de Sens-Inédit. Ce courrier a été expédié il y a quelques jours de cela de l'agglomération de Montpellier.

La seconde information c'est que, comme vous l'avez fait remarquer Madame Jamet, je demanderai aux vice-présidents, ainsi qu'aux conseillers spéciaux de bien vouloir signer la charte Anticor qui les lie à une certaine pratique de la démocratie, que ce soit dans le cadre de la participation ou dans le cadre de la transparence de la gestion de la vie publique, mais aussi du pouvoir partagé quant au respect de l'opposition. Cette charte contient une dizaine de propositions et je demanderai à chacun de la signer.

Enfin et concernant le domaine de la modification des rythmes scolaires, j'ai rencontré ce matin, Madame le Recteur à qui j'ai spécifié l'intention de la ville de Montpellier de reporter la mise en place des rythmes scolaires jusqu'à début d'année 2015. D'autant que la dotation générale de l'État concernant les collectivités territoriales a diminué de 11,5 milliards d'euros, ce qui va rendre l'exercice encore plus périlleux. Nous attendons à ce propos les paroles du ministre Benoît Hamon qui doit spécifier les choses concernant les villes qui ne se sont pas encore penchées sur la mise en place des rythmes scolaires. Une dizaine de villes de l'agglomération l'ont déjà fait, mais la grande majorité ne l'a pas appliqué. Je tiendrai les maires au courant des avancées que j'ai eues avec Madame le Recteur, pour la ville de Montpellier, car c'est un problème important qui mérite toute notre attention.

J'en ai fini avec les informations et si vous le souhaitez, Monsieur le Directeur, vous pouvez nous relire les conditions de vote afin que nous puissions passer au vote de notre première vice-présidente.

Y a-t-il des candidatures aux postes de vice-présidents et conseillers délégués au sein du Bureau ?

Aucune autre candidature n'est proposée suite à cette question et pendant les opérations de vote.

Monsieur le Directeur général

Nous allons donc procéder à l'élection des 17 vice-présidents et conseillers délégués membres du bureau et nous allons le faire dans l'ordre du tableau tel que le Président l'a annoncé. À partir du moment où le recensement a été fait, nous allons procéder à l'élection de la première vice-présidente, pour laquelle la candidature de Madame Catherine Dardé a été proposée.

Les urnes vont circuler dans les trois travées, il y aura une urne par travée et nous vous ferons donc signer, en même temps que votre vote, la feuille d'émargement.

Monsieur le Président

Je vais demander à Monsieur Fabien Aber et à Mademoiselle Maud Bodkin de bien vouloir prendre place à la première table des scrutateurs. Et à la deuxième table, Monsieur Geniès Balazun et Madame Bouallaga Sabria.

Monsieur le Directeur général

Vous allez avoir l'affichage au tableau des orthographes.

Le premier bulletin est un bulletin bleu.

Les opérations de vote se déroulent et le président proclame le résultat des dépouillements au fur et à mesure des résultats.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATION DU CONSEIL AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° *Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;*

2° *De l'approbation du compte administratif ;*

3° *Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;*

4° *Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;*

5° *De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;*

6° *De la délégation de la gestion d'un service public ;*

7° *Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.*

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est donc proposé de déléguer au Président, la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté d'agglomération ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de la Communauté aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de communauté ;

1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Communauté, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal ;

1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises.

2. Urbanisme

2.1 exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;

2.2 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.3 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC)

d'intérêt communautaire, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés ;
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts ;
- avec possibilité de remboursement in fine ;
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Le contrat d'emprunt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement ;
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt ;
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt ;
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le Président de la Communauté d'Agglomération bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat d'emprunt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services relevant du 1^{er} alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, relevant du 1^{er} alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur à 1 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords-cadres conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des deux alinéas 4.1 et 4.2 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président ;

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché ;

4.6 approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de l'urgence impérieuse telle que définie

dans le Code des marchés publics, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.8 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels de fournitures courantes et services qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels relatifs à des marchés de travaux passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 26 et 146 du code des marchés publics, d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.9 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.10 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords-cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice .

4.11 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics communautaires.

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au Président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ses fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions ;
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ - CRÉATION ET OBJET

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

En application des articles L. 2121-22 et L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil peut créer des Commissions chargées d'étudier les affaires qui lui sont soumises. Ces Commissions ont un rôle consultatif. Les Commissions seront composées de tous les membres titulaires et suppléants du Conseil de Communauté qui en font la demande, ce pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

Elles sont ouvertes aux adjoints aux maires et aux conseillers municipaux qui sans avoir la qualité de conseiller

communautaire, sont titulaires d'une délégation en rapport avec l'objet des Commissions.

Ces élus désignés par le maire des communes membres participeront aux débats mais ne prendront pas part aux éventuels votes des Commissions. Le nombre de membres d'une même Commission ne pourra excéder 1/3 du nombre total des conseillers sauf pour la Commission des Finances qui comprend au moins les maires des communes membres.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est Président de droit de toutes les Commissions. Chaque Commission élira en son sein un Président, chargé de convoquer et de présider chaque réunion en l'absence du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Un ou deux Présidents suppléants, désignés par les membres de la Commission sont chargés de convoquer et de présider chaque réunion en l'absence du Président de la Commission.

Après recensement des vœux émis par chacun des membres du Conseil Communautaire et des désignations des maires des communes membres à intervenir au plus tard le 12 mai 2014 la composition des Commissions sera établie par délibération lors du prochain Conseil de Communauté.

Un courrier sera transmis à cet effet à l'ensemble des conseillers communautaires titulaires et suppléants et chacun des maires des communes membres.

Ces dispositions seront reprises dans le règlement intérieur, qui sera adopté dans les six mois suivant l'installation du Conseil, en application des articles L.2121-8 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil de créer les 15 Commissions suivantes dont le domaine d'intervention est fixé ci-après :

- POLITIQUE DE LA VILLE ;
- FINANCES ;
- AMENAGEMENT ET URBANISME ;
- ENVIRONNEMENT ;
- ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES ;
- PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS ;
- CULTURE ;
- TRANSPORTS ET MOBILITE ;
- ESPACE PUBLIC ;
- SPORTS ET TRADITIONS ;
- EMPLOI – TPE & PME – ARTISANAT ET AGRICULTURE ;
- RESSOURCES HUMAINES ;
- EAU ET MILIEUX AQUATIQUES ;
- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE ;
- LOGEMENT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre de Commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil à 15 ;
- approuver les domaines d'intervention de chacune d'elles ;
- approuver les modalités de constitution des ces Commissions telles que définies ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : FINANCES – FISCALITÉ DIRECTE - TAUX ET PRODUITS 2014 - ADOPTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

I. Taux 2014 des quatre taxes directes locales

Depuis la réforme de taxe professionnelle, la Communauté d'Agglomération se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et cotisation foncière des entreprises (CFE).

Les autres taxes transférées, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER) et Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) se voient appliquer un taux national.

Les bases nettes d'imposition notifiées par la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP) le 13 mars dernier s'établissent comme suit :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 148 979 000€,
- Taxe d'Habitation : 648 665 000€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 554 321 000€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 1 983 000€.

En appliquant pour 2014 les taux identiques à 2013, soit une évolution des taux à 0 % :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58%,
- Taxe d'Habitation : 12,08%,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167%,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69%.

Le produit attendu s'élève à :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 54 496 518€
- Taxe d'Habitation : 78 358 732€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 925 716€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112 833€.

A titre d'information, la DRFIP a également notifié les montants suivants :

- Allocations compensatrices : 5 175 208 €
- Taxe Additionnelle au Foncier Non Bâti : 544 107€
- IFER Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseau : 1 333 169€
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises : 28 331 964€
- TASCOM Taxe sur les surfaces commerciales : 5 743 925€

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est contributrice au Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources à hauteur de 18 616 655€.

II. Taux 2014 de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Les bases nettes de la TEOM notifiées par la DRFIP le 10 mars dernier s'élèvent à 568 480 462€. Le produit attendu à taux constant s'élève à 63 954 052€.

III. Synthèse des produits prévisionnels pour 2014

Taxes	Bases d'imposition 2014	Taux d'imposition 2014	% d'évolution des taux en 2014	Produit d'imposition 2014 (en euros)
Taxe d'habitation	648 665 000	12,08%	0%	78 358 732
Taxe sur le Foncier Bâti	554 321 000	0,167%	0%	925 716
Taxe sur le Foncier Non Bâti	1 983 000	5,69%	0%	112 833
Cotisation Foncière des Entreprises	148 979 000	36,58%	0%	54 496 518
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	568 480 462	11,25%	0%	63 954 052
Total				197 847 851

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36.58 %,
- maintenir le taux de Taxe d'Habitation à 12.08%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Bâti à 0.167%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5.69%,
- maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11.25%,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont voté contre : M. Pierre DUDIEUZERES Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Perla. DANAN, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des suffrages exprimés.

Monsieur le Président

Je vais appeler Monsieur Max Levita pour l'affaire numéro 6 relative aux finances et à la fiscalité, le taux et les produits 2014. Nous nous sommes engagés à maintenir stables les taux d'imposition, à ne pas les augmenter pendant toute la durée du mandat, ville et agglomération. Nous remplissons nos engagements. Monsieur le président de la commission finances, vous avez la parole.

Max LEVITA

Merci Monsieur le Président. Ainsi que vous venez de l'indiquer en ce qui concerne les taux, l'évolution des taux en 2014 sera égale à 0 %, ainsi que nous nous y étions engagés.

Pour un tout petit peu de précision, je vous indique les bases nettes d'imposition qui nous ont été notifiées par la Direction régionale des finances publiques.

En ce qui concerne la cotisation foncière des entreprises, elle s'élève à 148 979 000.

La taxe d'habitation, 648 665 000.

La taxe sur le foncier bâti, 554 321 000.

Et la taxe sur le foncier non bâti, 1 983 000 euros.

En appliquant les taux identiques, soit une évolution de 0 %, le produit attendu s'élèvera, en ce qui concerne la cotisation foncière des entreprises à 54 496 000.

La taxe d'habitation à 78 358 000.

La taxe sur le foncier bâti à 925 000 euros.

La taxe sur le foncier non bâti 112 000 euros.

À titre d'information, la Direction régionale nous a également notifié les montants suivants :

L'allocation compensatrice : 5 175 000.

La taxe additionnelle au foncier non bâti : 544 000 euros. L'IFER, l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau : 1 333 000 euros.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises : 28 331 000 euros.

La TASCOT, la taxe sur les surfaces commerciales : 5 743 000 euros.

Je vous informe également que la communauté d'agglomération de Montpellier est contributrice au fonds national de garantie individuelle des ressources à hauteur de 18 616 655 euros.

Permettez-moi de vous indiquer également, mes chers collègues, que les services de l'administration et qu'ils en soient félicités et remerciés, Monsieur Fina et Madame Célie, avaient prévu que nous aurions des entrées à hauteur de 295 630 000 euros. Ils ne se sont trompés que de 295 368 euros, ce qui est un bel exploit à noter et à remarquer.

Mes chers collègues, je vous invite, en dernier lieu, à lire le rapport de Messieurs Malvy et Lambert qui est disponible sur Internet, intitulé «pour un redressement des finances publiques fondé sur la confiance mutuelle et l'engagement de chacun». Je vous indique qu'une proposition nous paraît tout à fait remarquable, il s'agit de la proposition 49. Il s'agit de proposer aux régions, aux départements, aux principales agglomérations, un pacte volontaire et individualisé avec l'État fixant l'évolution de la DGF sur 3 ans et la compensation des décisions de l'État impactant sans accord préalable les finances des collectivités. En second lieu, ce pacte prendrait en compte l'évolution des dépenses prélèvements, déficits et endettements et éventuellement les fusions ou regroupement de collectivités. Ce pacte serait assorti de mécanismes d'incitation financière pour les deux parties.

La conclusion de ce rapport qui est une très bonne conclusion : « l'effort demandé aux collectivités est difficile, il serait absurde de chercher à le dissimuler. Cet effort est réalisable néanmoins sous trois conditions. La première essentielle est que les mécanismes de responsabilisation du prescripteur de la dépense et notamment de l'État lorsqu'il s'agit de lui soient effectifs. Autrement dit, les collectivités ne parviendront à tenir cet objectif que si aucune dépense nouvelle n'est imposée par l'État aux collectivités sans être compensée ».

Monsieur le Président

Merci Monsieur Levita, j'ouvre le débat.

Monsieur DOMERGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues. Lors de votre campagne, vous aviez précisé bien évidemment que vous n'augmenteriez pas les taux de la fiscalité au niveau de la ville et de l'agglomération. De ce côté-là, le respect est confirmé. Je fais référence cependant à ce qui s'est passé il y a 2 ans où l'agglomération avait décidé, de manière unilatérale, d'augmenter la taxe d'habitation de 9 %. Et je crois que vous aviez fait partie, à ce moment-là, de ceux qui avaient voté contre cette décision, en tout cas, c'est ce que vous avez rapporté tout au long de la campagne. Je ne sais pas si vous étiez le seul ou s'il y avait d'autres membres de la précédente assemblée qui avaient voté contre cette décision, mais il faut savoir que cette augmentation de la taxe d'habitation en une seule fois de 9 % a pesé lourdement sur les contribuables de l'agglomération de Montpellier. C'est le premier point. À l'époque, bien évidemment, vous n'aviez pas la possibilité de vous opposer à cette décision qui majoritairement a été votée.

Aujourd'hui, c'est vous qui êtes responsable de la politique qui va être menée par l'institution et vous avez la possibilité non seulement de ne pas augmenter les impôts, ni les taux, mais vous avez la possibilité de corriger cette erreur que vous aviez dénoncée par le passé. Je sais, comme le dit Monsieur Levita, que le rapport Malvy montre que les finances publiques vont être difficiles à équilibrer, mais aujourd'hui, les habitants de l'agglomération de Montpellier sont victimes, comme beaucoup d'autres, du poids de la fiscalité qui ici doit être mis en parallèle avec le niveau de précarité qui sévit sur l'agglomération. C'est le premier point que je voulais souligner. Parce qu'il serait important, en même temps que Monsieur Levita nous donne les masses correspondant aux recettes budgétaires, aux recettes fiscales de l'agglomération. Il serait important que nous ayons les recettes fiscales de l'année précédente, pour que nous puissions évaluer, au travers de l'augmentation des bases, s'il y a une augmentation du prélèvement et du poids qui va peser sur les contribuables.

Concernant les entreprises, la CFE a fait l'objet, ces derniers mois, de beaucoup de discussions parce que nous avons tous pris conscience qu'une CFE élevée, 36,58 % était un obstacle et un frein à l'activité économique. Si je fais référence aux agglomérations et métropoles voisines, Toulouse et Marseille par exemple, ont un taux de CFE qui est à 32 %. Lyon, qui est une ville où l'activité économique est très intense à un taux de CFE légèrement supérieur à 27 %. Donc, la question que je vous pose c'est, ne faut-il pas, avant de prendre une décision et de voter aujourd'hui, attendre que l'audit sur les finances publiques que vous avez souhaitée ou que vous avez lancée, soit évalué, que les conclusions soient tirées afin que nous puissions tout à fait objectivement voir quelles sont les marges de manœuvre de la collectivité, en fonction bien sûr des orientations qui seront prises, mais également en fonction du niveau de la dette

et de l'équilibre budgétaire qui s'y réfère ? Voilà pourquoi je pense, Monsieur le Président, qu'il serait souhaitable de ne pas se prononcer aujourd'hui, mais de réfléchir à cette solution.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Domergue. Madame Jamet, je vous donne la parole juste après. Nous allons répondre à Monsieur Domergue. Simplement pour lui rappeler que le vote des taux 2014 doit se faire avant le 30 avril, c'est une obligation légale et nous répondons à la demande des Montpelliérains qui nous ont élu sur cette proposition de ne pas augmenter les taux. Nous répondons à la parole que nous avons donnée tout simplement et d'ailleurs, je vous remercie de nous en avoir rendu acte.

Monsieur LEVITA

Je voudrais rappeler à notre collègue qu'un budget primitif a été voté et que nous avons voté pour ou contre, il a été voté. Jusqu'à ce que nous le dénoncions, il est en fonction et ce budget doit être équilibré. Il a été prévu en équilibre avec des dotations budgétaires qui viennent d'être indiquées et donc, la proposition que vous faites est impossible à réaliser. De plus, elle serait illégale.

Je peux répondre par contre sur les points que vous indiquez sur l'évolution des notifications par rapport à l'année précédente. La cotisation foncière des entreprises diminue de 0,3 %, mais ici, nous ne sommes pas d'accord, nous ne comprenons pas très bien, nous avons donc demandé à la Direction régionale des finances publiques de nous donner des informations complémentaires. Elles ne nous vont pas, ça ne colle pas avec nos prévisions. La taxe d'habitation à la base augmente de 2,8 % et comme les taux sont identiques, la base et le résultat augmentent du même taux. Le foncier bâti augmente de 2,4 %. Le foncier non bâti diminue de 1 %. La taxe additionnelle sur le foncier non bâti diminue de 3 %. La cotisation sur la valeur ajoutée diminue de 3 %, mais là aussi, c'est très compliqué parce que cette cotisation fait l'objet de révisions. Des entreprises payent avec un retard de 1, voire 2 ou 3 ans, ce qui fait que c'est très compliqué de comparer, nous avons un périmètre difficile à fixer. Sur la TASCOT, l'évolution des bases est de 4 %. L'IFER de 3 %. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères est de 2,67 %.

Quant aux allocations compensatrices de CFE, qui est une variable d'ajustement au sein de l'enveloppe normée des dotations de l'État, ces allocations sont réduites chaque fois que l'enveloppe normée diminue. Donc, ces allocations diminuent de 23 %. Les compensations de TH augmentent de 3 %. Le prélèvement sur le fonds national FNGIR augmente de 1 %. La dotation d'intercommunalité diminue de 13 %, c'est l'impact de la baisse de 1,5 milliard sur l'enveloppe nationale et qui a été répartie en fonction des recettes du seul budget principal. C'est là où nous sommes atteints de 29 millions à 25 millions. Et la dotation de compensation diminue également de 1 %.

Madame JAMET

Nous n'allons pas lancer de grand débat sur ce sujet. Je relève en tout cas effectivement que mon collègue pense qu'un audit est nécessaire et c'est évident. Pour autant, je prends acte que vous avez décidé de ne pas augmenter. Vous savez que ça n'était pas tout à fait dans la ligne de ce que nous avons défendu pendant la campagne qui est terminée, j'en ai pris bonne note. Mais je relève quand même qu'un budget satisfaisant, selon nous, est un budget où l'impôt n'est pas excessif, où si en tout cas il ne baisse pas, il n'augmente pas. Mais il faudra quand même, à un moment ou à un autre, parler de l'augmentation de la base qui est quand même un sujet important qui ne devrait pas être l'arbre qui cache la forêt. Une dette au minimum et un emploi au minimum, c'est aussi un engagement que nous avons pris et sur lequel nous souhaiterions que vous soyez assez ferme et clair.

Deuxième point, je tiens à rappeler que ce que tout le monde appelle ici recettes fiscales très pudiquement, c'est purement et simplement de l'argent que l'on sort de la poche du contribuable. Aujourd'hui, vous le savez, au regard de la crise, la situation sociale et économique de notre région et de notre ville ou de l'agglomération. Chaque euro gagné se gagne de plus en plus durement. Nous devons donc tous y être particulièrement attentifs.

J'en terminerai avec un dernier point. J'avais relevé, pendant la campagne, que ce soit pour la ville ou ici, la recette dérisoire de la taxe sur le foncier non bâti, 112 833 euros et j'avais pensé que ça aurait été un geste assez fort finalement d'exonérer le foncier non bâti au regard de l'aspect dérisoire de cet apport et je pense que cela aurait été un geste fort envers nos concitoyens. C'est une suggestion que je vous donne.

Sinon, je pense que nous nous abstiendrons, mais nous sommes de tout cœur avec vous. Je pense que nous allons travailler ensemble, sinon en tout cas à contribuer à ce que les impôts n'augmentent pas et être très attentifs à l'action gouvernementale. Je rappelle aussi au passage que sur les dernières années, 84 nouvelles taxes ont été créées, moitié/moitié, c'est-à-dire moitié Monsieur Hollande et moitié Monsieur Sarkozy. Il faudra donc être également très attentif à cela.

Nous nous abstiendrons, nous serons attentifs et nous travaillerons, je crois, j'espère en tout cas, ensemble à ne pas pressurer davantage nos concitoyens. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame Jamet. Quelqu'un d'entre vous souhaite-t-il s'exprimer ?

Monsieur DUDIEUZERE

Monsieur le Président, je représente ici ma ville, Vendargues et nous avons chacun fait notre campagne. Pendant ma campagne, je me suis engagé à baisser les impôts de 2 % par an et d'avoir 10 % de baisse d'ici la fin du mandat.

J'aimerais donc qu'il en fût de même au sein de ce conseil d'agglomération puisque tout se reporte in fine dans la poche du contribuable. Je souhaiterais donc, puisque les recettes et, Monsieur Levita l'a dit tout à l'heure, les bases vont augmenter de 2,8. Donc, si on baisse de 2 %, on reviendra à une recette avec une évolution égale à 0. Voilà quelle est ma volonté, merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Dudieuzère. Est-ce que quelqu'un souhaite s'exprimer ?

Je vais vous proposer de voter la proposition que j'ai présentée avec Max Levita tout à l'heure, c'est-à-dire le maintien sans augmentation du taux, c'est-à-dire 0 augmentation d'impôt.

Je le mets aux voix. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? 6 abstentions.

Adopté, je vous en remercie.

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

En application de l'article L.5211-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres intervient dans les trois mois suivant son installation.

Cet article énonce également que toute délibération concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

Il convient dès lors de fixer les indemnités suivantes :

- **Pour le Président** de la Communauté d'Agglomération dont la population est supérieure à 400 000 habitants, ces indemnités sont fixées à 142,369% du montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (I.B. 1015, I.M. 821).

- **Pour les Vice-présidents** de la Communauté d'Agglomération, dont la population est supérieure à 400 000 habitants, ces indemnités sont fixées à 68,379% du montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (I.B. 1015, I.M. 821).

- **Pour les Conseillers communautaires ayant reçu une délégation de fonction (membre ou non du Bureau)**, leurs indemnités sont prélevées conformément à l'article L.5216-4 du CGCT sur l'enveloppe indemnitaire du Président et des Vice-Présidents. Celles-ci sont fixées à 32,225% du montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (I.B. 1015, I.M. 821).

- **Pour les Conseillers communautaires** de la Communauté d'Agglomération correspondant à la strate démographique de 400 000 habitants au moins, les indemnités perçues, pour l'exercice de leurs fonctions, sont fixées à 28% du montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (I.B. 1015, I.M. 821).

De nouvelles modalités du reversement de l'**écrêtement** des indemnités de fonction ont été instaurées par l'article 36 de la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires. Désormais lorsque le plafond de 8 272,02 € au 1^{er} juillet 2010 (déduction faite des cotisations sociales obligatoires) est dépassé, les indemnités font l'objet d'un écrêtement qui doit être reversé au budget de la personne publique au sein de laquelle le conseiller exerce le plus récemment un mandat ou une fonction. En cas de mandats issus d'une même élection, c'est la date d'installation dans chacune des fonctions qui détermine la collectivité bénéficiaire de l'écêtement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer les indemnités de fonction du Président, des Vice-Présidents, des membres du Bureau, des Conseillers communautaires ayant reçu ou non délégation de fonction selon l'annexe à la présente délibération à compter de leur entrée en fonction,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire. Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : HORS COMMISSION – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil Communautaire, il convient d'arrêter la composition de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

Selon l'article 22 du Code des marchés publics, cette Commission est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant désigné par arrêté et cinq membres élus en son sein par le Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé selon les mêmes règles, à l'élection des membres suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

L'élection des membres titulaires et suppléants a lieu au scrutin secret sur la même liste, sans panachage ni vote pré-

férentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de siège de titulaire à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrage, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de la liste.

Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la Commission d'Appel d'Offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de parvenir, dans les conditions mentionnées ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Dans la perspective de cette élection, les listes devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plus tard le mardi **22 avril 2014 à 12 heures**.

Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election de la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ».

Chaque liste ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Deux listes ont été déposées dans les délais et conditions fixées dans le pré-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil de Communauté.

La première liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Rosy BUONO,
- Guy BARRAL,
- Marie-Pierre PASDELOU,
- Robert COTTE.

Membres suppléants :

- Catherine DARDE,
- Gérard CASTRE,
- Chantal MARION,
- Joël RAYMOND,
- Pascal KRZYZANSKI.

Une seconde liste (liste 2) déposée par Madame JAMET est composée comme suit :

Membres titulaires :

- France JAMET.

Membres suppléants :

- Djamel BOUMAAZ.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Élection de la Commission d'Appel d'Offres

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	2
(Bulletins litigieux à déduire : Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	11
Suffrages exprimés :	78
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	15,6

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues :	76
Attribution au quotient :	4
Attribution au plus fort reste :	1
Total :	5

- Liste 2

Voix obtenues :	2
-----------------	---

Attribution au quotient :	0
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	0

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues :	76
Attribution au quotient :	4
Attribution au plus fort reste :	1
Total :	5

- Liste 2 :

Voix obtenues :	2
Attribution au quotient :	0
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	0

La liste 1 est élue.

La Commission d'Appel d'Offres est donc composée comme suit :

Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e),

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Rosy BUONO,
- Guy BARRAL,
- Marie-Pierre PASDELOU,
- Robert COTTE.

Membres suppléants :

- Catherine DARDE,
- Gérard CASTRE,
- Chantal MARION,
- Joël RAYMOND,
- Pascal KRZYZANSKI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE AUX SERVICES PUBLICS EAU POTABLE, EAU BRUTE ET ASSAINISSEMENT - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services eau potable, eau brute et assainissement est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics eau potable, eau brute et assainissement doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée au mardi 22 avril 2014 à 12 heures.

- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.

- chaque liste établie pour l'élection de chacune de la commission ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services eau potable, eau brute et assainissement.

Deux listes ont été déposées dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014.

La première liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Jean-Luc MEISSONNIER,
- Abdi EL KANDOUSSI,
- Stéphanie JANNIN,
- Laurent JAOUL,
- Renaud CALVAT.

Membres suppléants :

- Arnaud MOYNIER,
- Jean- Marc LUSSERT,
- Michèle CASSAR,
- Michel FRAYSSE,
- Pierre BONNAL.

La seconde liste (liste 2) déposée par Madame France JAMET est composée comme suit :

Membres titulaires :

- France JAMET.

Membres suppléants :

- Djamel BOUMAAZ.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services eau potable, eau brute et assainissement

* 1er tour de scrutin :

Présents : 90

(Émargements)

Votants : 90

Bulletins nuls : 0

(Bulletins litigieux à déduire :
Articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 83

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,6

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues : 80

Attribution au quotient : 4

Attribution au plus fort reste : 1

Total : 5

- Liste 2

Voix obtenues : 3

Attribution au quotient : 0

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 0

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues : 80

Attribution au quotient : 4

Attribution au plus fort reste : 1

Total : 5

- Liste 2 :

Voix obtenues : 3

Attribution au quotient : 0

Attribution au plus fort reste : 0

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public relative aux services eau potable, eau brute et assainissement est donc composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Jean-Luc MEISSONNIER,
- Abdi EL KANDOUSSI,
- Stéphanie JANNIN,
- Laurent JAOUL,
- Renaud CALVAT.

Membres suppléants :

- Arnaud MOYNIER,
- Jean- Marc LUSSERT,
- Michèle CASSAR,
- Michel FRAYSSE,
- Pierre BONNAL.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Pour la clarté des débats, je fais part à l'assemblée qu'en séance, nous avons reçu la déclaration signée de Madame Perla Danan, de Monsieur Jacques Domergue, de Monsieur Gérard Lannelongue et de Monsieur Alex Larue qui déclarent constituer le groupe politique citoyen droite- centre société civile au sein du conseil d'agglomération de Montpellier. Ce groupe sera pris en considération dès notre prochain conseil.

Madame Brissaud, vous avez la parole.

Madame BRISSAUD

Je voudrais m'exprimer sur ce point. Je ne ferai donc pas partie de ce groupe politique, vous l'avez noté. Je m'interroge un peu sur l'appellation parce que du coup, je ne vois pas de centriste faire partie de ce groupe aujourd'hui. Donc, si jamais ce groupe ne contient pas de centriste, je préférerais qu'il ne contienne pas non plus l'appellation centre puisque nous sommes plusieurs centristes élus à l'agglomération. Voilà ma demande. Et comme il s'agissait de l'une des conditions fixées par Monsieur Domergue, je ne fais pas non plus partie du groupe à la mairie, puisque je refuse de faire partie de ce groupe à l'agglomération.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention, Madame Brissaud. Nous ne sommes pas en capacité d'arbitrer les intentions personnelles des uns et des autres, surtout à l'intérieur des groupes politiques qui ont participé aux campagnes différentes pour les municipales. Cela dit, je note votre position politique et je vous demanderai de bien vouloir la répéter, si vous le souhaitez, dans l'enceinte même du conseil municipal de Montpellier qui, pour la ville de Montpellier, est la seule instance officielle susceptible de recevoir les positionnements politiques officiels de l'un de ses membres. Monsieur Domergue, vous avez la parole.

Monsieur DOMERGUE

Rassurez-vous, ce n'est pas pour polémiquer. Simplement, ce groupe a été constitué dans un esprit coopératif pour aider la collectivité. S'il a ce type d'appellation, c'est parce qu'il est ouvert à celles et ceux qui voudront nous rejoindre.

AFFAIRE N°10 : HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE AUX SERVICES PUBLICS DU TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés doivent être élus en son sein par

l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures.**
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste établie pour l'élection de chacune de la commission ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commissions de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Isabelle GIANIEL,
- Isabelle TOUZARD,
- Robert COTTE,
- Christophe COUR,
- Gilbert PASTOR.

Membres suppléants :

- Joël VERA,
- Roger CAIZERGUES,
- Claire JABADO,
- Jérémie MALEK,
- Mustapha MAJDOUL.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents :	92
(Émargements)	
Votants :	92
Bulletins nuls :	2
(Bulletins litigieux à déduire : Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	8
Suffrages exprimés :	82
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	16,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues :	82
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues :	82
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des

déchets ménagers et assimilés est donc composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Isabelle GIANIEL,
- Isabelle TOUZARD,
- Robert COTTE,
- Christophe COUR,
- Gilbert PASTOR.

Membres suppléants :

- Joël VERA,
- Roger CAIZERGUES,
- Claire JABADO,
- Jérémie MALEK,
- Mustapha MAJDOUL.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU ZÉNITH ET DU CORUM - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures.**
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste établie pour l'élection de chacune de la commission ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Jean-Luc COUSQUER,
- Christophe COUR,
- Titina DASYLVA-PEYRIN,
- Khanthaly PHOUTTHASANG,
- Jean-Pierre RICO.

Membres suppléants :

- Jean-François AUDRIN,
- Roger CAIZERGUES,

- Eric PASTOR,
- Sonia KERANGUEVEN,
- Jackie GALABRUN-BOULBES.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents :	91
(Émargements)	
Votants :	91
Bulletins nuls :	1
(Bulletins litigieux à déduire : Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	12
Suffrages exprimés :	78
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	15,6

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues :	78
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues :	78
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum est composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Jean-Luc COUSQUER,
- Christophe COUR,
- Titina DASYLVA-PEYRIN,
- Khanthaly PHOUTTHASANG,
- Jean-Pierre RICO.

Membres suppléants :

- Jean-François AUDRIN,
- Roger CAIZERGUES,
- Eric PASTOR,
- Sonia KERANGUEVEN,
- Jackie GALABRUN-BOULBES.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je vous donne le résultat de l'élection pour la commission d'appel d'offres. 76 voix retenues pour la liste 1 et deux voix pour la liste 2. Le groupe majoritaire aura donc 5 élus à la commission d'appel d'offres et le Front national zéro.

Madame Jamet, vous avez demandé la parole.

Madame JAMET

Commencer par une pointe d'humour. Je rappelle à Madame Perla Danan qu'elle avait été heurtée par le fait qu'un groupe puisse être créé à deux et qu'elle pensait qu'il fallait en faire un à cinq. Je pense qu'au train où vont les choses, elle bénira le Président Saurel d'avoir accordé un groupe à partir de deux.

La deuxième chose concerne cette fameuse charte éthique Anticor que vous revendiquez et qui, en son paragraphe B, la démocratie locale et son contrôle, admet que, toujours dans le cadre l'affirmation, la reconnaissance des droits de contre-pouvoir de l'opposition, du contrôle de la gestion de la majorité, etc., et de l'expression, « dès le début de la mandature les propositions précises seront faites par la majorité, en particulier la présidence de la commission d'appel d'offres devrait être confiée à l'opposition ». Que faites-vous de ce paragraphe-là ? Est-ce que décidément vous y avez définitivement renoncé ? Non pas que j'aspire forcément à être présidente de la commission d'appel d'offres, mais je pense qu'admettre que l'un d'entre nous participe à l'élaboration et au droit sinon d'expression de l'opposition, mais en tout cas au contrôle et à la transparence eu été un signe fort.

Monsieur le Président

Madame Jamet, les vice-présidents de l'agglomération de Montpellier qui viennent d'être élus n'ont pas signé la charte Anticor. Je vous ai dit tout à l'heure que je leur proposerai de le faire. Il m'est donc impossible aujourd'hui de délibérer sur quelque chose qu'ils n'ont pas fait.

Deuxièmement, concernant la commission finance de la ville, je remplirai avec Max Levita les engagements que nous avons pris, nous la ferons présider par un membre de l'opposition.

Troisième point, si nous avons baissé le niveau des groupes à 2, c'est pour que toutes les sensibilités politiques qui sortent du suffrage universel soient représentées.

Madame JAMET

Et je le reconnais, je vous le concède tout à fait.

Monsieur le Président

Je ne fais pas partie de ceux qui sautent sur leur chaise en disant « il faut combattre tel mouvement ».

Madame JAMET

Il faut écouter la voix du peuple.

Monsieur le Président

Je respecte infiniment le suffrage universel et je considère que les choix des électeurs doivent se faire sur d'autres critères que ceux uniquement de la Com.

Madame JAMET

Mais donc, à partir du moment où les vice-présidents auront signé, nous pourrions peut-être aspirer à participer de façon plus démocratique et pluraliste à ces commissions ?

Monsieur le Président

Nous sommes très démocratiques et les commissions sont ouvertes à tous les membres du conseil d'agglomération.

AFFAIRE N°12 : HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU SERVICE DES TRANSPORTS URBAINS ET DE LA MOBILITÉ - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbain et de la mobilité est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.

- chaque liste établie pour l'élection de la commission ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité.

Deux listes ont été déposées dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014.

Une première liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Sonia KERANGUEVEN,
- Sauveur TORTORICI,
- Robert COTTE,
- Valérie BARTHAS-ORSAL.

Membres suppléants :

- Gilbert PASTOR,
- Michèle DRAY-FITOUSSI,
- Chantal LEVY-RAMEAU,
- Caroline NAVARRE,
- Bernard TRAVIER.

Une seconde liste (liste 2) déposée par Madame France JAMET est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Djamel BOUMAAZ.

Membres suppléants :

- France JAMET.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents :	89
(Émargements)	
Votants :	89
Bulletins nuls :	0
(Bulletins litigieux à déduire :	
Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs : 7	
Suffrages exprimés :	82
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	16,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues :	79
Attribution au quotient :	4
Attribution au plus fort reste :	1
Total :	5

- Liste 2

Voix obtenues :	3
Attribution au quotient :	0
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	0

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues :	79
Attribution au quotient :	4
Attribution au plus fort reste :	1
Total :	5

- Liste 2 :

Voix obtenues :	3
Attribution au quotient :	0
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	0

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité est donc composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Sonia KERANGUEVEN,
- Sauveur TORTORICI,
- Robert COTTE,
- Valérie BARTHAS-ORSAL.

Membres suppléants :

- Gilbert PASTOR,
- Michèle DRAY-FITOUSSI,
- Chantal LEVY-RAMEAU,
- Caroline NAVARRE,
- Bernard TRAVIER.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE LA PATINOIRE VÉGAPOLIS - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt été fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste établie pour l'élection ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Fabien ABERT,
- Maud BODKIN,
- Jean-Marc DI RUGGIERO,
- Jean-Pierre RICO,
- Joël RAYMOND.

Membres suppléants :

- Eliane LLORET,
- Rosy BUONO,
- Marie-Hélène SANTARELLI,
- Clare HART,
- Julie FRÊCHE.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents :	90
(Émargements)	
Votants :	90
Bulletins nuls :	1
(Bulletins litigieux à déduire : Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	7
Suffrages exprimés :	82
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	16,4

Titulaires**- Liste 1**

Voix obtenues :	82
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total : 5	

Suppléants :**- Liste 1 :**

Voix obtenues :	82
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis est composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Fabien ABERT,
- Maud BODKIN,
- Jean-Marc DI RUGGIERO,
- Jean-Pierre RICO,
- Joël RAYMOND.

Membres suppléants :

- Eliane LLORET,
- Rosy BUONO,
- Marie-Hélène SANTARELLI,
- Clare HART,
- Julie FRÊCHE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consul-

tative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt était fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures.**
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Henri DE VERBIZIER,
- Maud BODKIN,
- Eliane LLORET,
- Cyril MEUNIER,
- Chantal MARION.

Membres suppléants :

- Arnaud MOYNIER,
- Caroline NAVARRE,
- Jean-François AUDRIN,
- Aline DESTAILLATS,
- Véronique PEREZ.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents :	90
(Émargements)	
Votants :	90
Bulletins nuls :	1
(Bulletins litigieux à déduire : Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	7
Suffrages exprimés :	82
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	16,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues :	82
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues :	82
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum est composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Henri DE VERBIZIER
- Maud BODKIN
- Eliane LLORET
- Cyril MEUNIER
- Chantal MARION

Membres suppléants :

- Arnaud MOYNIER
- Caroline NAVARRE
- Jean-François AUDRIN
- Aline DESTAILLATS
- Véronique PEREZ

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : HORS COMMISSION – COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES FUNÉRAIRES - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires est composée du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants. Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 15 avril 2014, en application de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt a été fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public.
- chaque liste ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Après approbation de ces modalités d'organisation du scrutin et du champ d'intervention de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Commission.

Une seule liste (liste 1) a été déposée dans les conditions fixées par la délibération n°12 198 du 15 avril 2014 par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Eric PENSO,
- Jean-Luc SAVY,
- Geniès BALAZUN,
- Robert COTTE.

Membres suppléants :

- Roger CAIZERGUES,
- Michel FRAYSSE,
- Sabria BOUALLAGA,

- Régine ILLAIRE,
- Thierry BREYSSE.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Élection de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents :	89
(Émargements)	
Votants :	89
Bulletins nuls :	11
(Bulletins litigieux à déduire : Articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs :	1
Suffrages exprimés :	77
Sièges à pourvoir :	5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :	15,4

Titulaires

- Liste 1

Voix obtenues :	77
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

Suppléants :

- Liste 1 :

Voix obtenues :	77
Attribution au quotient :	5
Attribution au plus fort reste :	0
Total :	5

La liste 1 est élue. La Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum est composée comme suit :

- Monsieur le Président, Président de droit ou son (sa) représentant(e) ;

Membres titulaires :

- Pierre BONNAL,
- Eric PENSO,
- Jean-Luc SAVY,
- Geniès BALAZUN,
- Robert COTTE.

Membres suppléants :

- Roger CAIZERGUES,
- Michel FRAYSSE,
- Sabria BOUALLAGA,
- Régine ILLAIRE,
- Thierry BREYSSE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - OPH-ACM - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – Aménagement et Construction de Montpellier (OPH-ACM) a pour mission de développer, de gérer et d'entretenir un parc immobilier de logement social de qualité sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il constitue le plus important des bailleurs sociaux de la Région avec plus de 50 000 locataires.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de la Communauté d'Agglomération, il appartient à celle-ci, en tant qu'EPCI de rattachement de déterminer l'effectif du Conseil d'Administration de l'Office et de désigner ses représentants conformément à l'ordonnance 2007-137 du 1^{er} février 2007 relative aux offices publics de l'habitat et au décret 2008-566 du 18 juin 2008 relatif à l'administration des of-

fices publics de l'habitat.

Compte tenu de la composition actuelle du Conseil d'Administration de l'OPH-ACM et dans un souci de continuité, il est proposé de fixer le nombre de membres à 23.

Dès lors, l'article R.421-5 du Code de la construction et de l'habitation fixe à 13 le nombre des représentants de la Communauté d'Agglomération au Conseil d'Administration

Il convient donc d'élire au scrutin secret ces représentants, soit : 6 conseillers communautaires, 2 personnalités qualifiées ayant la qualité d' élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale du ressort de compétence de l'office, autre que celui de rattachement et 5 membres choisis en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales.

De plus et conformément à l'article R421-8 du Code de la Construction et de l'habitation, la Communauté d'Agglomération de Montpellier désigne également le membre représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées.

Un des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devra aussi être désigné pour présenter la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président du Conseil d'Administration et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre.

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'OPH-ACM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

· **Au titre des élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- Robert Cotte
- Gérard Castre
- Chantal Levy-Rameau
- Patricia Miralles
- Jean-Luc Savy
- Bernard Travier

· **Au titre des personnalités qualifiées, élus d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI autre que la collectivité ou le groupement de rattachement**

- Claude Arnaud
- Henri Fricou

· **Au titre de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales**

- Jean-François Manlhiot
- Françoise D'Abunto
- François Ricci
- Daniel Robequain
- Christian Vigouroux

· **Au titre du représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :**

- Jocelyne Roche du GIHP

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote les représentants désignés à l'OPH-ACM sont :

· **Au titre des élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- Robert Cotte
- Gérard Castre
- Chantal Levy-Rameau
- Patricia Miralles
- Jean-Luc Savy
- Bernard Travier

- **Au titre des personnalités qualifiées, élus d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI autre que la collectivité ou le groupement de rattachement**
 - Claude Arnaud
 - Henri Fricou
- **Au titre de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales**
 - Jean-François Manlhiot
 - Françoise D'Abunto
 - François Ricci
 - Daniel Robequain
 - Christian Vigouroux
- **Au titre du représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :**
 - Jocelyne Roche de l'association GIHP

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre de membres au Conseil d'Administration de l'OPH ACM à vingt-trois
- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier–Aménagement et Construction de Montpellier, et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre :
 - * au titre des élus de la Communauté d'Agglomération Mesdames Patricia Miralles, Chantal Lévy Rameau et Messieurs Bernard Travier, Gérard Castre, Robert Cotte et Jean-Luc Savy,
 - * au titre des personnes qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales Madame Françoise D'Abunto, Messieurs Jean-François Manlhiot, François Ricci, Daniel Roquebain et Christian Vigouroux,
 - * au titre des personnes qualifiées ayant la qualité d' élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement de coopération intercommunal du ressort de compétence de l'office, autre que celui de rattachement Messieurs Claude Arnaud et Henri Fricou.
- désigner Madame Jocelyne ROCHE de l'association GIHP représentante des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées,
- désigner Monsieur Robert Cotte représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour présenter la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président du Conseil d'Administration et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Pendant que les derniers dépouillements s'effectuent, je vous propose de continuer et de poursuivre l'ordre du jour. De l'affaire 16 à l'affaire 28, il s'agit des désignations dans les organismes extérieurs. En application du Code général des collectivités territoriales, les désignations au sein des organismes extérieurs se font au scrutin secret. Cependant, l'article L2121-21 permet de ne pas procéder à ces désignations au scrutin secret, mais à main levée sous réserve de l'accord de l'unanimité des membres présents. Est-ce que quelqu'un parmi vous s'oppose à ce que nous fassions une élection à main levée ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous en remercie.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité pour les affaires 16 à 28.

La présidence de l'office public est destinée à Robert Cotte, conseiller municipal de Montpellier, ancien premier adjoint de la ville du Chambon sur Lignon et ancien socialiste.

AFFAIRE N°17 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM exploite les services de transport public qui lui sont confiés par l'autorité organisatrice à l'intérieur du périmètre des transports urbains, réalise toutes études et/ou infrastructures de transport, et d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque

nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre. Enfin, la SAEML réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SAEML TaM au capital de 4 286 000 euros composé de 34 288 actions. Elle détient 27,79 % du capital, soit 9 530 actions et occupe 4 postes sur 16 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les délégués de la Communauté d'Agglomération au Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM, soit 4 Conseillers communautaires dont un au sein de l'Assemblée Générale de cette société, conformément à L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'OONM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Abdi El Kandoussi
- Jean-Luc Cousquer
- Jean-Luc Savy
- Jean-Pierre Rico

Il est proposé la candidature de Monsieur Abdi El Kandoussi pour représenter la Communauté d'Agglomération à la Présidence de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM, exercer toute fonction dans ce cadre, et pour représenter la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au Conseil d'Administration à la Société d'Economie Mixte Locale TaM sont :

- Abdi El Kandoussi
- Jean-Luc Cousquer
- Jean-Luc Savy
- Jean-Pierre Rico

Monsieur Abdi El Kandoussi est désigné pour présenter la candidature de la Présidence de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TAM et au sein de son Assemblée Générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs Abdi El Kandoussi, Jean-Luc Cousquer, Jean-Luc Savy et Jean-Pierre Rico représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Monsieur Abdi El Kandoussi représentant au sein de l'Assemblée Générale de la société et l'habiliter à proposer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président de la société, le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : Mme F. JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Pressenti pour la présidence de la TAM, Monsieur Abdi El Kandoussi, ancien conseiller régional d'Aquitaine et ancien président de la commission des conflits de la fédération socialiste de l'Hérault.

Le représentant à l'assemblée générale sera Monsieur Abdi El Kandoussi.

AFFAIRE N°18 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SERM (SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La SERM entreprend, dans le Département de l'Hérault et plus spécialement au sein de la région Montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou réalise toute autre activité d'intérêt général. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et sont, de ce fait, complémentaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SERM au capital de 5 894 000 euros composé de 368 375 actions. Elle détient 27,61 % du capital, soit 101 719 actions et occupe 3 postes sur 14 au Conseil d'Administration de la société.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les délégués de la Communauté d'Agglomération au sein du conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte Locale SERM, soit 3 conseillers communautaires titulaires dont un au sein de l'Assemblée Générale, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de la SERM.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société d'Economie Mixte Locale SERM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Laurent JAOUL
- Jean-Marc LUSSERT
- Isabelle GUIRAUD

Il propose de désigner Madame Isabelle GUIRAUD à l'Assemblée Générale de la SERM.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au sein du Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte Locale SERM sont :

- Laurent JAOUL
- Jean-Marc LUSSERT
- Isabelle GUIRAUD

Madame Isabelle GUIRAUD est désignée au sein de l'Assemblée Générale de la Société d'Economie Mixte Locale SERM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Isabelle GUIRAUD, Messieurs Laurent JAOUL et Jean-Marc LUSSERT représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Madame Isabelle GUIRAUD représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale de la société, de la doter de tous pouvoirs à cet effet et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Madame Isabelle Guiraud représentera l'institution à l'assemblée générale.

AFFAIRE N°19 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT SAAM - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme : « actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels ».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la Société Publique Locale d'Aménagement SAAM au capital de 1 770 000 euros, composé de 17 700 actions. Elle détient 50.79 % du capital, et occupe 9 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société dont un à l'Assemblée Générale. Elle occupe également un poste de Censeur.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret les délégués de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement SAAM soit 9 conseillers communautaires dont un au sein de l'Assemblée Générale.

rale. Il convient également d'élire au scrutin secret un poste délégué au poste de censeur conformément aux statuts de cette société.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPLA SAAM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Philippe SAUREL
- Gilbert PASTOR
- Cyril MEUNIER
- Jean-François AUDRIN
- Pierre BONNAL
- Thierry BRESSE
- Roger CAIZERGUES
- Jean-Luc MEISSONNIER
- Jean-Pierre RICO

Il propose sa candidature pour représenter la Communauté d'Agglomération à la Présidence de la S.P.L.A, exercer toute fonction dans ce cadre, et pour représenter la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale.

Il propose la candidature de Monsieur Arnaud MOYNIER pour représenter la Communauté d'Agglomération au poste de censeur.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

A l'issue de ce vote :

Les représentants désignés au Conseil d'Administration de la SPLA SAAM sont :

- Philippe SAUREL
- Gilbert PASTOR
- Cyril MEUNIER
- Jean-François AUDRIN
- Pierre BONNAL
- Thierry BRESSE
- Roger CAIZERGUES
- Jean-Luc MEISSONNIER
- Jean-Pierre RICO

Monsieur Philippe SAUREL est désigné pour présenter la candidature de la Présidence de la SPLA SAAM et au sein de son Assemblée Générale.

Monsieur Arnaud MOYNIER est désigné pour présenter la candidature au poste de censeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs Philippe Saurel, Gilbert Pastor, Cyril Meunier, Jean-François Audrin, Pierre Bonnal, Thierry Bresse, Roger Caizergues, Jean-Luc Meissonnier et Jean-Pierre Rico représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- désigner Monsieur Philippe Saurel représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale de la société et l'habiliter à proposer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président de la société, le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- désigner Monsieur Arnaud Moynier pour présenter la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Censeur et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Monsieur Arnaud Moynier sera désigné comme censeur ; Je prendrais la présidence de la SAAM et je représenterai l'institution à l'assemblée générale.

AFFAIRE N°20 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ

D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La société MONTPELLIER EVENTS a pour objet la gestion directe ou déléguée, l'exploitation et l'animation de tous services publics et équipements publics ou privés ainsi que toutes activités de nature privée à vocation de spectacles, congrès, salons, expositions touristiques ou culturelles. Elle a en charge le développement de ces activités sur les équipements du Corum-Palais des Congrès Opéra, du Zénith Sud, du Parc des expositions et de la Park & Suites Aréna. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur l'Agglomération de Montpellier affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au capital de 35 368 881 euros composé de 216 987 actions. Elle détient 37,05 % du capital, soit 80 393 actions et occupe 6 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret les délégués de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS, soit 6 conseillers communautaires dont un au sein de l'Assemblée Générale, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de cette société.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Bernard TRAVIER
- Renaud CALVAT
- Marie-Christine PANOS
- Gilbert PASTOR
- Michèle DRAY-FITOUSSI
- Pascal KRZYZANSKI

Il propose la candidature de Monsieur Bernard TRAVIER à l'Assemblée Générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS sont :

- Bernard TRAVIER
- Renaud CALVAT
- Marie-Christine PANOS
- Gilbert PASTOR
- Michèle DRAY-FITOUSSI
- Pascal KRZYZANSKI

Monsieur Bernard TRAVIER est désigné en tant que représentant de la Communauté d'Agglomération au sein de l'Assemblée Générale de la Société d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Mesdames PANOS et DRAY-FITOUSSI et Messieurs TRAVIER, CALVAT, PASTOR et KRZYZANSKI représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Monsieur TRAVIER en qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale de la société, de le doter de tous pouvoirs à cet effet et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Bernard Travier représentera l'institution à l'assemblée générale.

AFFAIRE N°21 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La SOMIMON exploite le Marché d'Intérêt National de Montpellier ; la société anonyme d'Economie Mixte Locale assure ainsi la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone de chalandise en plein essor démographique.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SOMIMON au capital de 240 000 euros composé de 15 000 actions. Elle détient 42 % du capital, soit 6 300 actions et occupe 4 postes sur 10 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les délégués de la Communauté d'Agglomération au conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte Locale SOMIMON, soit 4 conseillers communautaires dont 1 à l'Assemblée Générale, conformément à L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de la SOMIMON.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Christophe COUR
- Jean-François AUDRIN
- Yvon PELLET
- Renaud CALVAT

Il propose la candidature de Monsieur Christophe COUR pour représenter la Communauté d'Agglomération à la Présidence de la SOMIMON et exercer toute fonction dans ce cadre, et pour représenter la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote :

les représentants désignés au Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON sont :

- Christophe COUR
- Jean-François AUDRIN
- Yvon PELLET
- Renaud CALVAT

Monsieur Christophe COUR est désigné comme candidat à la Présidence de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON et au sein de son Assemblée Générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Messieurs Christophe COUR, Jean-François AUDRIN, Yvon PELLET et Renaud CALVAT représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Monsieur Christophe COUR représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale de la société et l'habiliter à proposer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président de la société, le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Christophe Cour représentera l'institution à l'assemblée générale et en assurera la présidence.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adopté.

AFFAIRE N°22 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE BRL - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale BRL réalise de grands travaux d'aménagement hydraulique sur le territoire du Languedoc-Roussillon. Dans sa mission d'aménageur régional, la société intervient à la demande des collectivités locales ou des acteurs économiques du Languedoc-Roussillon pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément de ressources locales fragiles et souvent insuffisantes, BRL distribue en Languedoc-Roussillon chaque année plus de 100 millions de mètres cubes, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SAEML BRL au capital de 22 588 779 euros composé de 10 221 167 actions. Elle détient 0,11 % du capital, soit 11 155 actions.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient de désigner un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui siégera à la fois au sein de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société BRL et au sein de l'Assemblée Spéciale des collectivités territoriales et leurs groupements. A noter que cette Assemblée Spéciale élit à son tour deux de ses membres pour siéger au sein au Conseil d'Administration de BRL.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la candidature de Madame Isabelle Gianiel.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'assemblée.

A l'issue de ce vote :

Madame Isabelle Gianiel est désignée pour siéger à la fois au sein de l'Assemblée Générale des actionnaires de la société BRL et au sein de l'Assemblée Spéciale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Isabelle Gianiel représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui siégera à la fois au sein de l'Assemblée Générale de la société BRL et de l'Assemblée Spéciale des collectivités territoriales, de le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Madame Isabelle Gianiel, adjointe au maire de Pérols nous représentera au sein de l'assemblée générale.

AFFAIRE N°23 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE DES SERVICES FUNÉRAIRES DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION (SFMA) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°11216 du 30 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la constitution d'une Société d'Economie Mixte Locale pour exploiter le service public industriel et commercial des Pompes funèbres. Les missions de la société d'économie mixte sont l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres, la crémation et la gestion des équipements afférents, la création et la gestion des chambres funéraires, la commercialisation de contrats de prévoyance obsèques, toutes activités d'accessoires autorisées, la prise et la donation à bail de tout fonds de commerce dans le cadre des activités précitées et d'une manière plus générale toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières qui sont compatibles avec ce service.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire principal de la SAEML SFMA au capital de 1 210 000 euros composé de 210 000 actions. Elle détient 82,64 % du capital, soit 2 000 actions et occupe 8 postes sur 12 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les délégués de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte Locale des Services Funéraires de Montpellier Agglomération, soit 8 conseillers communautaires dont un au sein de l'Assemblée Générale, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de cette société.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale des Services funéraires de Montpellier Agglomération au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Annie Yague
- Eliane Lloret
- Chantal Lévy-Rameau
- Khanthaly Phouthasang
- Hervé Martin
- Pierre Dudieuzere
- Jacques Martinier
- Rabii Youssous

Il propose la désignation de Madame Annie Yague pour représenter la candidature de la Communauté d'Agglomération à la Présidence de la SAEML SFMA et exercer toute fonction dans ce cadre, et pour représenter la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

A l'issue de ce vote :

Les représentants désignés au Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte Locale des Services funéraires de Montpellier Agglomération sont :

- Annie Yague
- Eliane Lloret
- Chantal Lévy-Rameau
- Khanthaly Phouthasang
- Hervé Martin
- Pierre Dudieuzere
- Jacques Martinier
- Rabii Youssous

Madame Annie Yague est désignée comme candidate à la Présidence de la Société d'Economie Mixte Locale des services funéraires de Montpellier Agglomération et au sein de son Assemblée Générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Mesdames Annie Yague, Eliane Lloret, Chantal Lévy-Rameau, Khanthaly Phouthasang et Messieurs Hervé Martin, Pierre Dudieuzère, Jacques Martinier et Rabii Youssous représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- désigner Madame Annie Yague représentante au sein de l'Assemblée Générale de la société et l'habiliter à proposer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au poste de Président de la société, la doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Madame Yague nous représentera à l'assemblée générale et assurera la présidence de la SEM des services funéraires de Montpellier Agglomération

AFFAIRE N°24 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT LRAD - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société Publique Locale d'Aménagement Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD) a pour objet de concevoir, d'étudier et de mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte exclusif de ses actionnaires (la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier)

sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des séniors, les solutions TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) innovantes et les montages technico-économiques à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SPLA LRAD créée en décembre 2010, au capital de 37 000 euros composé de 370 actions. Elle détient 33,24 % du capital et occupe 1 poste au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de la société.

A la suite du renouvellement des Conseillers au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire un délégué de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement et de l'Assemblée Générale.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société d'Economie Mixte Locale TAM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la candidature de Madame Isabelle Marsala au Conseil d'Administration et au sein de l'Assemblée générale.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote :

Madame Isabelle Marsala est désignée au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Isabelle Marsala représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement LRAD,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Un élu pour l'assemblée générale et pour le conseil d'administration, Madame Isabelle Marsala, adjointe au maire de Montpellier.

AFFAIRE N°25 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT LRAD - COMITÉ DE PILOTAGE - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°10900 en date du 24 mai 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la mise en place du Comité de pilotage de la SPLA LRAD dont la mission est d'assurer le suivi des projets portés par la société et d'émettre des avis quant à l'organisation stratégique et les activités opérationnelles de la société pour le compte du Conseil d'Administration et du Président.

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire trois délégués de la Communauté d'Agglomération dont le représentant désigné à l'Assemblée Générale de la SPLA LRAD pour siéger au sein du comité de pilotage SPL LRAD.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour siéger au sein du Comité de pilotage SPL LRAD au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Isabelle MARSALA
- Jean-Luc COUSQUER
- Cyril MEUNIER

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote :

Les représentants désignés au Comité de pilotage sont:

- Isabelle MARSALA
- Jean-Luc COUSQUER
- Cyril MEUNIER

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Isabelle MARSALA, Messieurs Jean-Luc COUSQUER et Cyril MEUNIER représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour siéger au sein du Comité de pilotage de la Société Publique Locale D'Aménagement LRAD,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT " L'OR AMÉNAGEMENT" - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Société Publique Locale d'Aménagement L'OR AMÉNAGEMENT a pour objet l'étude et l'aménagement de terrains, ainsi que l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tout moyen des ouvrages et équipements réalisés sur les territoires de Carnon-Mauguio et les autres Communes de l'Etang de l'Or.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SPLA L'Or Aménagement au capital de 320 000 euros composé de 21 000 actions. Elle détient 3,57 % du capital et occupe 1 poste au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de la société.

Suite au renouvellement des Conseillers au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret le délégué de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement et de l'Assemblée Générale.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration et à l'assemblée Générale de la SPLA L'OR AMÉNAGEMENT au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la candidature de Monsieur Jean-Pierre RICO au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale.

A l'issue de ce vote :

Monsieur Jean-Pierre RICO est désigné représentant de la Communauté d'Agglomération désigné au sein du Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Jean-Pierre RICO représentant de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement "l'Or Aménagement" et de l'Assemblée Générale,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : HORS COMMISSION – ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE - ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION (EPCC - ESBAMA) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient de désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'EPCC « Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération », ce conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.

L'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération a pour mission principale de participer au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le domaine des arts plastiques. Ses autres missions concernent la mise en œuvre d'actions culturelles en matière de création et de diffusion des arts plastiques et la mise en œuvre des coopérations avec les établissements français ou étrangers poursuivront des objectifs similaires, des partenariats avec les établissements locaux d'enseignement, et des actions dans le domaine de la formation continue.

Le Conseil d'Administration de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier est composé de 17 membres :

- 8 représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- 3 représentants de l'Etat ;

- 2 personnalités qualifiées : l'une désignée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'autre par l'Etat ;
- 3 représentants du personnel ;
- 1 représentant des étudiants.

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'EPCC ESBAMA au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- 8 membres titulaires :

Monsieur Bernard TRAVIER,
Madame Isabelle MARSALA,
Monsieur Guy BARRAL,
Monsieur Thierry BREYSSE,
Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
Madame Isabelle TOUZARD,
Monsieur Roger CAIZERGUES,
Madame Clare HART ;

- et une personnalité qualifiée :

Madame Marie-Christine CHAZE.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote, les représentants de la Communauté d'Agglomération désignés au sein de l'EPCC ESBAMA sont :

- au titre des membres titulaires :

Monsieur Bernard TRAVIER,
Madame Isabelle MARSALA,
Monsieur Guy BARRAL,
Monsieur Thierry BREYSSE,
Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
Madame Isabelle TOUZARD,
Monsieur Roger CAIZERGUES,
Madame Clare HART ;

- au titre de personnalité qualifiée :

Madame Marie-Christine CHAZE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération : à savoir les 8 membres titulaires suivants : Monsieur Bernard TRAVIER, Madame Isabelle MARSALA, Monsieur Guy BARRAL, Monsieur Thierry BREYSSE, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Madame Isabelle TOUZARD, Monsieur Roger CAIZERGUES, Madame Clare HART ; et une personnalité qualifiée : Madame Marie-Christine CHAZE.
- les autoriser à accepter toute fonction de direction qui pourrait leur être confiée, notamment celle de Président du Conseil d'Administration, de Vice-Président, de Trésorier ou de Secrétaire, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient dévolus par le Président du Conseil d'Administration ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : HORS COMMISSION – ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON (OONM) - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil Communautaire, il convient de procéder à la désignation des 9 représentants, dont au moins 1 personnalité qualifiée au sein des instances de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM).

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'OONM au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- 5 membres élus :

Monsieur Bernard TRAVIER,
Monsieur Jean-Luc COUSQUER,
Monsieur Christophe COUR, Monsieur Guy BARRAL,
Madame Chantal LEVY-RAMEAU

- et 4 personnalités qualifiées :

Monsieur Elisé LOPEZ,
Madame Marie-Christine CHAZE,
Monsieur Didier DESCHAMPS,
Monsieur Yves LARBIOU.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote, les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'OONM sont :

- au titre des membres élus :

Monsieur Bernard TRAVIER,
Monsieur Jean-Luc COUSQUER,
Monsieur Christophe COUR, Monsieur Guy BARRAL,
Madame Chantal LEVY-RAMEAU

- au titre de personnalités qualifiées :

Monsieur Elisé LOPEZ,
Madame Marie-Christine CHAZE,
Monsieur Didier DESCHAMPS,
Monsieur Yves LARBIOU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les 9 représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Association, à savoir 5 membres élus : Monsieur Bernard TRAVIER, Monsieur Jean-Luc COUSQUER, Monsieur Christophe COUR, Monsieur Guy BARRAL, Madame Chantal LEVY-RAMEAU et 4 personnalités qualifiées : Monsieur Elisé LOPEZ, Madame Marie-Christine CHAZE, Monsieur Didier DESCHAMPS, Monsieur Yves LARBIOU.

- les autoriser à accepter toute fonction de direction qui pourrait leur être confiée, notamment celle de Président du Conseil d'Administration, de Vice-Président, de Trésorier ou de Secrétaire, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient dévolus par le Président du Conseil d'Administration ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

L'ordre du jour est épuisé. Simplement, une petite information. Je vous informe qu'un courrier concernant la commission intercommunale des impôts directs vous est transmis. En effet, conformément à l'article 346A de l'annexe 3 du CGI, la désignation des membres de la commission doit intervenir dans les deux mois à compter de l'installation de l'organe délibérant, de l'EPCI suivant le renouvellement général des conseils municipaux. Les commissaires et les suppléants de la CIID sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables dressée par l'organe délibérant de l'EPCI sur proposition des communes membres. La délibération fixant la liste des commissaires et suppléants proposés par l'EPCI sera inscrite à l'ordre du jour du conseil du 19 mai prochain à 18 heures. Afin de préparer les éléments nécessaires à l'élaboration de cette liste et compte tenu des contraintes de délai, je vous remercie de bien vouloir nous faire parvenir vos propositions avant le 28 avril prochain. Il reste encore 150 désignations à faire. Nous vous en ferons part lors du prochain conseil d'agglomération, en sachant que certains élus qui ont rejoint le groupe majoritaire aujourd'hui seront intégrés dans nos réflexions.

Monsieur Moure, vous avez demandé la parole.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Avant de terminer cette séance, une information. Je tenais à saluer Michel Hilaire ici présent qui est le conservateur du musée Fabre pour l'excellence du travail qu'il fait et vous informer qu'il vient de bénéficier de la promotion de la Légion d'honneur dans sa dernière édition. Je tenais à le saluer parce que ça honore à la fois le musée, mais également les représentants de l'institution avec son personnel.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Moure, vous avez tout à fait raison. D'ailleurs, votre ancienne directrice de cabinet me l'a transmis par texto tout à l'heure. Je n'ai pas osé interrompre les travaux pour le faire. Mais à mon tour, je salue Michel Hilaire. Il a toujours été à nos côtés et à côté de la ville de Montpellier dans l'intérêt général quelles que soient les circonstances politiques. Donc, merci à Michel.

Je salue aussi le travail qui est fait auprès du grand peintre Soulages qui va donner de nombreuses toiles au grand musée de Rodez et dont nous discuterons ensemble lors d'un repas à la mairie de Montpellier, rassemblant l'ensemble du tissu culturel, Michel Hilaire, Yves Larbiou ici présent, dans mon bureau vendredi à midi. Merci Monsieur Moure de votre intervention.

Décisions du Président

Décisions prises depuis le conseil du 06 février 2014, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°D2013-818 - 28/03/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°3531 de prestations de service avec la société Prédicit Services pour l'aide à la décision en vue de la gestion des risques hydrométéorologiques sur le territoire communautaire

Objet : Un marché de prestations de service est passé avec la société PREDICT SERVICES, Parc Mermoz, 20 rue Didier Daurat, 34170 Castelnau le Lez, en vue de la gestion en temps réel des risques hydrométéorologiques sur le territoire communautaire. Ce marché concerne une assistance en temps réel 24h/24h et 7j/7 aux services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à ses communes membres pour aider à gérer les risques hydrométéorologiques à travers des informations expertisées permettant d'anticiper les phénomènes générateurs d'inondations fluviale et par ruissellement, mais aussi générateurs de tempête, de submersion marine ou de fortes chutes de neige et d'accompagner la mise en œuvre à bon escient des actions de sauvegarde face à ces phénomènes à risque. Le marché prend effet à compter de sa date de signature. Sa durée est de 1 an. Le montant du marché s'élève à 31 000 € H.T.

N°D2013-838 - 29/01/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine Public - Musée Fabre - Association Champ Libre

Objet : Dans le cadre de la 9ème édition du Festival des Architectures Vives organisée par l'Association Champ Libre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée par l'Association Champ Libre afin d'occuper des locaux du musée Fabre de Montpellier Agglomération. L'occupation concerne la cour de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, Département des Arts décoratifs du musée Fabre de Montpellier Agglomération, situé 6 bis rue Montpelliéret à Montpellier. L'occupation est consentie à titre gratuit du 11 au 15 juin 2014.

N°D2013-854 - 29/01/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 13- films auprès de l'Association ATTITUDE.

Objet : Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec l'Association ATTITUDE. Le contrat de l'achat des droits auprès de L'Association ATTITUDE est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 4600 euros.

N°D2013-866 - 11/02/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à une mission de contrôle technique en vue de la conception et réalisation de l'Intercepteur Est. Tranche 5. Avenue de la Pompignane AVENANT N° 1

Objet : Le présent avenant vise à prendre en compte la modification du programme des travaux tel que défini par la délibération n° 11600 du 23 mai 2013. Ce programme de travaux comprend désormais en plus : la construction d'un siphon sous le lez par microtunnellier, la construction de 2 puits, l'équipement hydrauliques et l'aménagement des puits.

N°D2013-874 - 21/03/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'acquisition de locaux situés 329 rue Léon Blum à Montpellier, au 4ième et 5ième étage de l'immeuble Coupole Sud et de 11 places de parking

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon de locaux situés au 329 rue Léon Blum, au 4ième étage et 5ième étage de l'immeuble Coupole Sud, ainsi que de 11 places de parking. Le montant H.T. de l'acquisition est de 1 172 000 euros, conformément à l'avis des domaines du 5 juin 2013.

N°D2013-875 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Adesso E Sempre - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met à disposition gratuitement le théâtre du Hangar à disposition de la compagnie Adesso E Sempre du 26 décembre 2013 au 26 janvier 2014 et du 12 au 20 avril 2014.

N°D2013-878 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Soliloque Théâtre - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met à disposition gratuitement le Théâtre du Hangar à la Compagnie Soliloque Théâtre pour y organiser des répétitions du 6 au 19 janvier 2014.

N°D2013-880 - 29/01/14 - Direction des Finances

Décision modificative concernant la régie d'avances du Musée de l'Histoire de la France en Algérie

Objet : Afin d'assurer de nouveaux besoins (veille de l'actualité, réunions scientifiques) le MHFA souhaite compléter la liste des dépenses autorisées en y ajoutant :

- Achat de magazines, revues, presse.

- Achat de petite restauration, boissons et consommables (prévus aussi pour les autres musées).

N°D2013-892 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative au marché de traitements de conservation-restauration sur des objets archéologiques

Objet : Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades poursuit sa mission de préservation et de valorisation les objets archéologiques conservés par le musée Henri Prades issus des fouilles du site archéologique Lattara ainsi que des différents sites sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier. Pour ce faire, un marché de conservation-restauration est passé avec : pour le lot 1, la coopérative d'activités MINES DE TALENTS, 131, impasse des Palmiers, 30319 Arles cedex ; pour le lot 2, l'association MATERIA VIVA, 27, rue Bernard Délicieux, 31200 Toulouse. Ce marché consiste en des traitements de conservation-restauration d'objets archéologiques en céramique (lot 1) et en métal (lot 2). Ce marché à bons de commande prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 4 ans. Le montant du marché à bons de commande est compris : entre un seuil minimum de 10 000 € H.T. et un seuil maximum de 44 000 € H.T. pour le lot 1 ; entre un seuil minimum de 10 000 € H.T. et un seuil maximum de 45 000 € H.T. pour le lot 2.

N°D2013-893 - 29/01/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TEC4H concernant un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue avec la société TEC4H un contrat de location concernant un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. La durée du contrat est de 1 an à compter du 1er janvier 2014. Le présent contrat est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de 4379,08 euros HT (TVA au taux de 20% en vigueur en sus) soit un total de 5254,90 TTC par an, payable trimestriellement et d'avance.

N°D2013-894 - 04/04/14 -

Décision relative à une convention avec la MHSC concernant la vente de billet de football

Objet : Une convention est conclue entre la SASP Montpellier Hérault Sport Club et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les ventes sont réalisées auprès des détenteurs de la carte Pass'Agglo, au sein des onze Maisons de l'Agglomération, dans le cadre du partenariat Pass'Agglo passé avec le club. Elles ne concernent que les billets des matchs joués par le club au Stade de la Mosson et d'une valeur de 4 euros. La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans. Cette convention est conclue pour le montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 1000 euros.

N°D2013-895 - 21/03/14 -

Décision relative à une convention avec TaM/TRANSDEV

Objet : Une convention est conclue entre le Groupement Momentané d'Entreprise TaM/TRANSDEV Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les ventes de titres sont réalisées au sein des Maisons de l'Agglomération, par le biais de machines Terminal Point de Vente Simplifié. Elles concernent des titres magnétiques de transport, des abonnements : mensuels subventionnés, annuels ou commerciaux non subventionnés. A ces ventes s'ajoutent la réalisation de contrats de location Vélo longue durée. La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans. Cette Convention est conclue pour un montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 3000 euros.

N°D2013-896 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n° 3479 DC13 de restauration et conservation ponctuelles d'œuvres du musée Fabre de Montpellier

Objet : Un marché n°3479DC13 de prestations de services à bon de commandes est passé :

Pour le lot 1 avec Madame Anne Baxter, pour le lot 2 avec Monsieur Eric Ouley, pour le lot 3 avec Monsieur Sébastien David.

Ce marché concerne :

Pour le lot 1, la restauration ponctuelle des œuvres peintes sur toile ou sur bois, pour le lot 2, la restauration ponctuelle des œuvres graphiques et pour le lot 3, la restauration ponctuelle de cadres. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an pour chaque lot.

Le montant du marché s'élève à

170 € H.T. par demi-journée pour le lot 1 avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T.

180 € H.T. par demi-journée pour le lot 2 avec un seuil minimum de 4 000 € H.T. et un seuil maximum de 12 000 € H.T.

235 € H.T. par demi-journée pour le lot 3 avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T. pour un total maximum de 54 000 € H.T. soit 64584 € T.T.C.

N°D2013-906 - 11/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2195 cartographie des relais informations services (RIS). Avenant de transfert n°2

Objet : Un avenant de transfert n°2 au marché n°2195 TV 10 doit être passé en vue du transfert à la société Grontmij Parera des prestations exercées jusqu'alors par Ginger Parera.

N°D2013-907 - 27/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant pour le marché n°3053 MG 13, fourniture et livraison sur les sites de fioul. Avenant n°1.

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3053MG13 est passé avec la société charvet La Mure Bianco à Villars, Cet avenant concerne la fourniture et livraison de Fioul.

Le présent avenant s'élève à 9 000 € H.T, Le nouveau montant maximum du marché s'élève à 69 000 € H.T.

N°D2013-909 - 19/12/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Convention de partenariats avec la CAF de l'Hérault

Objet : Une convention de partenariats est passée avec la CAF de l'Hérault en vue de l'envoi par cette dernières d'environ 9300 entrées gratuites dans les équipements de la CAM le 27 décembre 2013, aux familles défavorisées. La CAM remboursera cette prestation à la CAF qui est estimée à 3 000 €.

N°D2013-911 - 05/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SP 5-6-7 et 8 Rue Fontaine de la Banquière - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de parcelles sises rue Fontaine de la Banquière à Montpellier (34000), cadastrées section SP 5-6-7 et 8. L'ancien propriétaire à libéré les lieux et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale,

N°D2013-912 - 29/01/14 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°3516CO13 - Référencement et suivi statistiques des sites Internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Objet : Pour la réalisation de la prestation relative au référencement et suivi statistiques des sites Internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier., il est décidé de retenir l'entreprise OVEA, localisée 59 rue Nelson Mandela 34000 MONTPELLIER, pour un montant forfaitaire annuel de 6 870,00 € H.T.), soit 8 216,52 € T.TC. Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31/12/2014 et sera ensuite renouvelable trois fois.

N°D2013-913 - 29/01/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché n°2127513.01 de contrôle technique en phase de conception et de réalisation de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST.

Objet : Ce marché concerne les prestations de contrôleur technique en phases de conception et de réalisation pour les travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier ; Ce marché est passé avec la société QUALICONSLT, sise : Parc club du Millénaire – Bâtiment 18 – 1025 rue Henri Becquerel – 34000 MONTPELLIER. Délai d'exécution du marché : 13 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service précisant la date de démarrage de l'exécution de la prestation, hors période de garantie de parfait achèvement.

N°D2013-914.-30/01/14

Décision relative au marché n° 3523 DC 13 d'aménagements scénographiques de l'exposition temporaire 'Les Iapodes'

Objet : Ce marché concerne les aménagements scénographiques de l'exposition temporaire passé avec la société ISF Méditerranée. Il consiste en la réalisation des aménagements scénographiques dans la salle d'exposition ainsi qu'en la réalisation de la signalétique.

N°D2013-920 - 21/03/14 –

Décision relative à une convention avec la SAEM ENJOY aujourd'hui dénommée Montpellier Events

Objet : Une convention est conclue entre la SAEM Montpellier Events et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les ventes électroniques, via le site Internet Digitik, sont réalisées au sein des Maisons de l'Agglomération. Elles concernent des billets et Pass d'entrée aux tarifs en vigueur pour la Foire Internationale de Montpellier, les salons Equisud, Créativa, Habitat et l'Open Sud de France se déroulant au Parc des Expositions et à la Park§Suites Aréna, situés à PEROLS (34470) Route de la Mer. La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans. Cette Convention est conclue pour un montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 3000 euros.

N°D2013-921 - 29/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section ZD n° 424 - Commune de Montaud

Objet : Acquisition à titre gratuit auprès de la commune de Montaud de la parcelle ZD 424 d'une contenance de 58m².

Cette acquisition est nécessaire pour permettre la mise en sécurité du poste de relèvement des eaux usées qui y est implanté.

N°D2013-924 - 29/01/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes et d'avances du Planétarium GALILEE

Objet : Un contrat de prestations services a été signé avec la société IREC, pour l'utilisation du portail de ventes en ligne. Il devenait donc obligatoire de compléter le mode de recouvrement de la régie en y incluant les droits d'entrées

reversés par la société GETATICKET.

N°D2013-927 - 29/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3473 CO 13, adaptation sonore de la publication mensuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Mediameeting sis à Toulouse. Ce marché concerne l'adaptation sonore de la publication mensuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2014. Le marché pourra être reconduit pour une période de 1 an sans que le délai ne puisse excéder le 31/12/2015. Le montant minimum du marché s'élève à 30 000 € H.T et le montant maximum à 90 000 € H.T.

N°D2013-931 - 17/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de service - Enlèvement des tags et graffitis et traitement des surfaces extérieures des bâtiments culturels - n° 3520DC13

Objet : Un marché de fournitures et services n°3520DC13 est conclu avec SAS CIEL VERT - Montpellier pour l'enlèvement des tags, graffitis et traitement des surfaces extérieures des bâtiments culturels. Il prend effet à sa notification et dure 1 an reconductible deux fois. Son montant annuel est de 17448.00 € H.T.

N°D2013-934 - 17/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché d'assistance à Maitrise d'œuvre pour la maintenance des ascenseurs pour les établissements de la direction de la Culture - 3453DC13

Objet : Un marché d'assistance à maîtrise d'œuvre est conclu avec A2S - MAUGUIO pour l'assistance à maîtrise d'œuvre pour la maintenance des ascenseurs des bâtiments culturels, il prend effet à sa notification pour une durée d'un an reconductible deux fois, son montant est de 13 586 € H.T. annuel.

N°D2013-936 - 27/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la compagnie Je Pars à Zart - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met le Théâtre du Hangar gratuitement à disposition de la compagnie Je Pars à Zart du 27 janvier au 11 février 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

N°D2013-939 - - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Las aurelhas del diable - Théâtre de la Vista

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Las aurelhas del diable diffusé au Théâtre de la Vista du 29 janvier au 2 février 2014.

Ce marché est conclu avec la Compagnie La Rampe TIO et le Théâtre de La Vista. Le montant du marché s'élève à 1 800 € T.T.C.

N°D2013-940 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Philippe - Théâtre Jacques Coeur - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Philippe diffusé le 1er février 2014 au théâtre Jacques Coeur de la commune de Lattes. Le montant du marché s'élève à 2 200 € T.T.C.

N°D2013-941 - 11/02/14

Décision relative à l'achat du spectacle Baballe - Théâtre La Vista

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Baballe diffusé du 5 au 9 février 2014 au Théâtre La Vista. Le montant du marché s'élève à 1 800 € T.T.C.

N°D2013-942 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Dans la gueule du gnou - Théâtre La Vista

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Dans la gueule du gnou diffusé du 6 au 16 mars 2014 au théâtre La Vista.

N°D2013-944 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle La Boum - Théâtre La Vista

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle La Boum diffusé au Théâtre La Vista du 3 au 6 avril 2014. Le montant du marché s'élève à 2 800 € T.T.C.

N°D2013-945 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Total local poétic club - La Chapelle

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Total local poétic club diffusé le 15 mars à La chapelle. Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C.

N°D2013-946 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle "Louise, elle est folle" - Théâtre le Carré Rondelet

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Louise, elle est folle, diffusé du 20 au 23 mars 2014 au Théâtre Le Carré Rondelet. Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C.

N°D2013-947 - 11/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Les Candidats - Théâtre du Chai du Terral de la Commune de Saint Jean de Védas.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Les Candidats diffusé le 12 avril 2014 au Théâtre du Chai du Terral de la Commune de Saint Jean de Védas. Le montant du marché s'élève à 2 500 € T.T.C.

N°D2013-948 - 11/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Le Cabaret de Sherlock Holmes - Murviel lès Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Le Cabaret de Sherlock Holmes diffusé le 21 février à Murviel lès Montpellier. Le montant du marché s'élève à 2 100 € T.T.C.

N°D2013-950 - 30/01/14 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3553DS14 de prestations à la société MONTPELLIER EVENTS en vue du tournoi de tennis Open Sud de France à l'ARENA.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitant être associée au tournoi de tennis Open Sud de France à l'ARENA du 1er au 9 février 2014, a conclu un partenariat avec la société MONTPELLIER EVENTS concernant les actions de communication et de promotion de ce tournoi. Pour ce faire, un marché de prestations est passé avec MONTPELLIER EVENTS.

N°D2013-951 - 29/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP 10 et 11 - Commune de Montpellier
Objet : Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de l'Indivision ALFANO, les parcelles situées Commune de Montpellier, cadastrées section SP n° 10 pour une contenance totale de 1 439 m², supportant une maison d'habitation libre d'occupation, et SP n° 11 pour une contenance totale de 5 374 m² supportant un entrepôt à usage de local commercial loué. Le prix d'acquisition est de 1 840 200 € toutes indemnités confondues, dont 168 200 € d'indemnité de remploi.

N°D2014-1 - 29/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "requête 1305995-3 TA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1305995-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 décembre 2013 par un agent contractuel de la Communauté d'Agglomération contre : la décision de fixer un terme à son contrat de travail en date du 23 août 2013, ensemble le rejet du recours gracieux rejetant sa demande de contrat de travail à durée indéterminée prise par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et demandant une requalification de son contrat en contrat à durée indéterminée.

N°D2014-2 - 29/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Fathia Guemar TGI "

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à l'assignation en référé devant le Président du Tribunal de Grande Instance déposée par Madame Fathia Guemar, reçue à l'Agglomération le 24 décembre 2013, tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la deuxième ligne de tramway.

N°D2014-5 - 07/02/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste à l'Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier procède à la réforme d'un véhicule immatriculé BR 407 FF qui est cédé à l'Hôtel des ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°D2014-6 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de tréfonds et de surplomb - Parcelle SW 30 - Commune de Montpellier

Objet : La construction d'ouvrages d'art ASF et CNM impose la déviation provisoire de la RD 66 et par conséquence le déplacement de la ligne moyenne tension dans le secteur Méjanelle. La convention de servitude au profit de ERDF porte sur l'implantation d'un pylône, le passage en souterrain de conducteurs sur 8m linéaire environ et en aérien sur un linéaire de 43m environ sur la parcelle SW n° 30 - commune de Montpellier. La servitude est consentie moyennant une indemnité de 50€.

N°D2014-9 - 29/01/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.)

Objet : Un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.) est conclu avec la société SOGETI sise à AIX-EN-PROVENCE.

Le présent marché comprenant les domaines de prestations suivants :

- assister la Direction des Ressources Informatiques dans l'identification et l'analyse de ses enjeux sécurité,
- donner à la Direction Générale et à la Direction des Ressources Informatiques une vision exhaustive de la sécurité sur le périmètre choisi en établissant :
 - une analyse des enjeux et des risques encourus,
 - un classement des risques encourus en fonction de leur impact et de leur probabilité,
 - la mise en évidence des vulnérabilités et des lacunes organisationnelles et techniques de l'existant,
- prendre en compte les obligations légales en relation avec la sécurité des données et des systèmes et l'utilisation des ressources informatiques (confidentialité des données, traçabilité, authentification etc...),
- proposer un document cadre définissant des objectifs organisationnels et techniques, cohérents avec les enjeux et le contexte de la Collectivité pour poser les bases d'un système de management de la sécurité,
- proposer un plan d'actions sécurité sur trois ans pour la mise en place d'un système de management de la sécurité.

Ce marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

Le montant du marché comprend :

- une partie forfaitaire d'un montant de trente-cinq mille sept cent cinquante euros et quatre-vingt-trois cents T.T.C. (35 870.40 € T.T.C.) - 29 892 € HT;
- une partie à bons de commande d'un montant maximum de quarante-sept mille huit cent quarante euros T.T.C. (48 000 € T.T.C.) - 40 000 € HT

N°D2014-11 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARPM dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société ARPM FRANCE est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la fabrication de caissons réfrigérés ou isothermes. Elle est candidate à la location du lot A04 de 145.07 m² pour une période de 5 mois.

N°D2014-12 - 27/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3468DS13 de nettoyage des locaux et tribunes du stade de la Mosson à Montpellier

Objet : Un marché n° 3468DS13 est passé avec l'entreprise SUD SERVICE SAS sise à Castelnau-le-lez. Il concerne le nettoyage des tribunes et surfaces annexes du stade de la Mosson à Montpellier. La durée du marché part du 17 janvier 2014 (ou de sa notification si la date est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant estimatif du marché est de 76 632 € H.T. soit 91 958, 40 € T.T.C

N°D2014-13 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2006 est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter de fin janvier 2014 soit jusqu'au 22 juillet 2014. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 188,30 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 268,44 € euros H.T.

N°D2014-14 - 27/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3348 MG 13, achat et livraison de fournitures d'imprimerie.

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Imprimerie Bonniol sis Montpellier. Ce marché concerne l'achat et la livraison de fournitures d'imprimerie. Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. Le marché pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de 2 reconductions. Le montant minimum annuel du marché s'élève à 20 000 € H.T et pour un montant maximum annuel de 60 000 € H.T.

N°D2014-15 - 29/01/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de travaux pour la réalisation d'une couverture métallique sur machines climatiques à l'aquarium Mare Nostrum

Objet : Un marché de travaux pour la réalisation d'une couverture métallique sur les machines climatiques de secours de l'aquarium Mare Nostrum à Montpellier est conclu avec l'entreprise ATOLE. Ce marché concerne la réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum du pôle ludique Odysseum à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai de réalisation des travaux est fixé à 1,5 mois. Le montant du marché s'élève à 55 860,00 € H.T.

N°D2014-16 - 20/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché 3328EA13 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'ouvrages d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement.

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre à bons de commande multi-attributaire est passé avec trois cabinets :

- cabinet René Gaxieu sis à ALES
- cabinet d'études Marc MERLIN sis à MONTPELLIER
- Bureau d'études LS INGENIERIE/ INFRAMED INGENIEURS sis à CARCASSONNE

qui se verront attribuer par alternance les bons de commande suivant l'ordre de classement des offres établi lors de l'attribution.

Ce marché consiste à répondre à 5 types d'opération pour la réalisation d'ouvrages d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement :

- détail quantitatif n°1 : Rénovation d'un réseau d'eaux usées de diamètre 200mm en PVC, qui est à remplacer en lieu et place
- détail quantitatif n°2 : déserte des rues en réseaux d'alimentation d'eau potable et de collecte des eaux usées. Un maillage entre les réseaux d'eau potable existants est à prévoir.
- détail quantitatif n°3 : desserte en eau potable et eaux usées d'un quartier, comprenant la pose d'un poteau incendie et le remplacement d'un réseau d'eaux usées de diamètre 160, par une nouvelle canalisation de diamètre 200mm.
- détail quantitatif n°4 : en vue d'améliorer le fonctionnement d'un bassin de collecte d'eaux usées, il convient d'analyser les données disponibles, proposer des investigations complémentaires, afin de formuler des propositions chiffrées pour la suppression des eaux claires parasites. Il sera proposé un programme de réhabilitation des collecteurs EU et/ou l'adaptation d'un poste de refoulement.
- détail quantitatif n°5 : proposer un schéma directeur communal d'extension et d'amélioration des modalités de collecte et de transfert des eaux usées d'une commune.

Le marché est conclu pour une période d'un an avec montant maximum de commande de 95 000.00 euros HT/an, pour les trois prestataires confondus. Il pourra être reconduit une fois pour une période d'un an.

N°D2014-17 - 07/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°3262AJ13 concernant la Mission de conseil dans le cadre de la relance des marchés d'assurance permanente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Les assurances permanentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont arrivées à échéance le 31 décembre 2013. Le Cabinet Julien a assisté la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la relance de ses marchés d'assurance. Tous les lots ont été attribués sauf le lot 2 "Dommages aux biens" déclaré infructueux à deux reprises par la Commission d'Appels d'Offres. Il a été décidé de relancer ce marché au regard de l'article 35-I-2 du code des Marchés Publics. La tranche conditionnelle 1 du marché a été menée à bien par le Cabinet Julien

sauf pour le lot 2 susvisé.

Le présent avenant n°1 dont le montant s'élève à 600€ HT a pour objet la prise en charge par le Cabinet Julien du suivi de cette nouvelle procédure, l'analyse des offres des candidats, la présentation et la remise du rapport d'analyse.

N°D2014-18 - 05/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n° 3406 MG 13, acquisition, installation et maintenance de 9 photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Canon sis Montpellier. Ce marché concerne l'acquisition, installation de 9 photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que la maintenance de ces copieurs pour les 5 années suivant leur installation et mise en ordre de marche. Le montant estimatif du marché s'élève ainsi à 170 600 € H.T.

N°D2014-19 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB 6 - Commune de Lattes

Objet : Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SCI A.E.P.B., la parcelle située Commune de Lattes, cadastrée section CB n° 6 pour une contenance totale de 10 211 m², à usage de terrain nu, libre d'occupation. Le prix d'acquisition est de 337 963 € toutes indemnités confondues, dont 31 633 € d'indemnité de remploi.

N°D2014-20 - 27/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NET WIND dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société NET WIND est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec. Son activité est la construction de réseaux électriques et de télécommunications – maintenance industrielle. Elle est candidate à la location du lot A07 de 122.74 m² pour une période de 23 mois.

N°D2014-21 - 03/03/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à l'avenant de transfert n°2 du marché 2281GD10 d'assistance au maître d'ouvrage relatif à l'étude de définition et de programmation de l'aménagement de la nouvelle installation de stockage des déchets non dangereux de la CAM.

Objet : Un avenant de transfert doit être signé avec la société GRONTMIJ SA en vu du transfert à cette société des prestations effectuées jusqu'alors par la société GRONTMIJ Environnement et infrastructures suite au transfert universelle de son patrimoine à GRONTMIJ SA.

N°D2014-22 - 31/03/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à la convention de coopération avec GrDF dans le domaine de la Sécurité Industrielle pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Une convention, sans impact financier, a pour objectif, en partenariat avec GRDF, de renforcer la sécurité des installations gaz pendant les travaux de la 5ème ligne de tramway, de partager des informations fiables et de former aux bases de la sécurité tous les acteurs et opérateurs du chantier tramway. Elle est établie pour la durée du chantier de réalisation de la ligne 5 de tramway à compter de la signature des parties.

N°D2014-23 - 11/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle avec l'association Les Amis du Latinus Brass Band

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association Les Amis du Latinus Brass Band, 27 rues Hautes, 30310 VERGEZE. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation du concert du Latinus Brass Band, prévu le 1er février 2014, à 19h, à la Salle Molière de l'Opéra Comédie de Montpellier, dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 1er février 2014 et se terminera à l'issue de la représentation. Le montant du marché s'élève à 2000,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

N°D2014-25 - 29/01/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°3511RI13 de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de gestion de la facturation des déchets

Objet : Un marché n°3511RI13 de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de facturation des déchets est conclu avec la société TRADIM sise à PARIS

Le présent marché comprend les domaines de prestations suivants :

- la fourniture d'un logiciel de gestion du parc de récipients et de facturation de la redevance spéciale,
- les licences d'utilisation pour plusieurs utilisateurs,
- les prestations de livraison, d'installation et de mise en œuvre du logiciel sur le serveur,
- des jours de prestations de conseil nécessaires,
- l'assistance au démarrage et au paramétrage sur site,
- la formation des agents sur site,
- l'assistance utilisateur,
- la maintenance curative, préventive et évolutive du logiciel :
- la mise à jour du produit,
- les demandes d'évolutions et/ou d'adaptation,
- les compléments et modifications de paramétrages,
- l'assistance technique sur site,
- l'acquisition de modules complémentaires,
- l'acquisition de licences supplémentaires ou d'une licence site.

Ce marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

Le montant du marché comprend :

- une partie forfaitaire d'un montant de 26 640,00 € T.T.C.,
- une partie à bons de commande d'un montant maximum de 54 000,00 € T.T.C.

N°D2014-27 - 07/02/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Le chien, la nuit et le couteau

Objet : La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Le chien, la nuit et le couteau diffusé les 23 et 24 janvier 2014 au Chai du Terral pour un montant de 3 000 €

N°D2014-28 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SC THOLIL dans la ZAC Eurêka à Montpellier

Objet : La candidature de la société SC THOLIL est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Eurêka. Elle est candidate à l'acquisition du lot B12 de 2 805 m². L'utilisateur final sera la société MED'TECH qui prévoit 45 emplois à 3 ans.

N°D2014-29 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois à compter du 1er février 2014, soit jusqu'au 31 juillet 2014. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface de 89,09 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 289,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-30 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega.

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de 12 mois à compter du 1er février 2014, soit jusqu'au 31 janvier 2015. A compter du 1er février 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface de 43,84 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 634,36 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-31 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec le Syndicat de chasse "La Méjanelle" en vue de l'exercice du droit de chasse sur les parcelles sises communes de Montpellier et Lattes - Secteur future Gare TGV.

Objet : Mise à disposition de l'association de chasse "la Méjanelle" des terrains acquis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le secteur de la future gare TGV sur les communes de Montpellier et Lattes. La mise à disposition pour une durée de 3 ans, consentie contre prestation de gardiennage.

N°D2014-32 - 03/03/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à l'avenant n°2 au marché 2840GD11 concernant l'analyse technique et financière du contrat de délégation de service public de l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST

Objet : Un avenant au marché n°2840GD11 doit être passé en vue de prendre en compte la réalisation de l'état des lieux de l'usine et le descriptif des travaux à réaliser dans le cadre de la fin du contrat de DSP au 31/12/2014. Le montant de cet avenant est de 19 660,00 €HT. Ce qui donne un montant total des prestations après les avenants 1 et 2 de 103 960,00 € H.T, soit une augmentation du marché de 16,8%.

N°D2014-33 - 07/02/14 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°3477RI13 concernant la fourniture d'un logiciel de feuillement pour fichier au format .pdf, de clés USB et de prestations associées.

Objet : Pour la fourniture d'un logiciel de feuillement pour fichier au format .pdf, de clés USB et de prestations associées, il a été décidé de conclure un marché avec la société 43 degrés domiciliée 356 avenue de Fès à MONTPELLIER(34080). Le marché est conclu à compter de sa notification pour une durée de trois ans pour un montant minimum de 1 000 € H.T. et un montant maximum de 40 000€ pour la totalité du marché.

N°D2014-34 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds pour deux canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 20 mètres ainsi que ses accessoires - Parcelle BW 160 - Commune de Lattes

Objet : Une convention de servitude de passage en tréfonds est passée afin de finaliser son projet d'alimentation HTA/S 240 (ligne ERDF 20000 volts) ERDF a besoin d'une servitude de tréfonds pour 2 canalisations et leurs accessoires sur la parcelle BW n° 160 à Lattes (site Maéra). Cette servitude est consentie à titre gratuit.

N°D2014-35 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RB 7 - 2884 Avenue Albert Einstein - Commune de Montpellier

Objet : Le terrain RB 7 a été acheté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il supporte un hangar libéré de toute occupation et actuellement dans un état de délabrement important suite notamment à une occupation illécite. La démolition de ce hangar est nécessaire afin d'éviter une nouvelle occupation sans titre.

N°D2014-36 - 11/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie L'Astrolabe - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie L'Astrolabe du 3 au 23 février 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

N°D2014-37 - 28/03/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°3232 EA 13 - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Objet : Un marché n° 3232 EA 13 portant sur la réalisation d'une mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (CSPS) pour les phases de conception et de réalisation des aménagements de protection contre les inondations la basse vallée de la Mosson sur les communes de Lattes et de Villeneuve lès Maguelone est passé avec la société DEKRA, sise à Montpellier.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois. Le montant du marché s'élève à 5 800 €H.T.

N°D2014-38 - 28/03/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n° 3369 EA 13 - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Diagnostic de la digue rive gauche de la Mosson

Objet : Le présent marché concerne les prestations d'études de diagnostic des digues de la basse vallée de la Mosson sur la commune de Lattes. Cette étude de diagnostic concerne la digue rive gauche de la Mosson sur un linéaire d'environ 2500 m. Une procédure adaptée a été lancée suivant les dispositions des articles 27 III et 28 I du Code des marchés publics et à l'issue de cette consultation, il ressort que l'offre de l'entreprise ISL Ingénierie, sise à Castelnau-le-Lez est la mieux disante. Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de un mois. Le montant du marché s'élève à 6 182,50 € H.T.

N°D2014-39 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au transfert de domanialité publique entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier des parcelles cadastrées section AB n° 12 et 23, constituant une partie d'impasse - Commune de Grabels

Objet : Partie d'impasse ouverte à la circulation publique, relevant du domaine public de la Ville de Montpellier, située sur la commune de Grabels, zone d'activités Euromédecine. Transfert de domanialité publique entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, propriétaire de l'autre partie de cette impasse. Acquisition à l'Euro symbolique.

N°D2014-40 - 07/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3437 DE 13, Rédaction, reportages photographiques, impression et routage pour le magazine économique et l'e-letter Montpellier Unlimited.

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société JAM à Montpellier pour le lot 1, avec la société Maraval à Saint Pons de Thomières pour le lot 2, avec la société Routage Services à Millau pour le lot 3. Ce marché concerne la rédaction, reportages photographiques, impression et routage pour le magazine économique et la e-letter Montpellier Unlimited. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois.

Le montant maximum du marché s'élève à 75 000 € H.T pour le lot 1, à 50 000 € H.T pour le lot 2, à 50000 € H.T pour le lot 3.

N°D2014-41 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Parcelle AX 59 à Saint-Jean-de-Védas

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la DIA auprès de Monsieur JOSEPH René de la parcelle cadastrée AX 59, d'une surface totale déclarée de 11 568 m², située au lieudit Lous Coutaux à Saint-Jean-de-Védas. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 231 360 euros au vu de l'avis de France Domaines.

N°D2014-42 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelles AM n° 74 - 75 et 76 - Commune de Saint Génies des Mourgues

Objet : Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement des travaux de requalibrage et d'aménagement paysagé du fossé dans lequel se déverseront les effluents traités de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues.

Convention consentie moyennant une indemnité de 300€.

N°D2014-43 - 07/02/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché n°3519GD13 de mission de contrôle extérieur de conformité des installations de stockage des déchets non dangereux.

Objet : Un marché n°3519GD13 doit être signé avec la société APAVE Sud Europe sise 10 rue François PERROUX 34670 BAILLARGUES en vu de réaliser une mission de contrôle extérieur de conformité des installations de stockage des déchets non dangereux.de CASTRIES. Le montant de ce marché est de 29 750,00 €HT. La durée prévisionnelle du marché est estimée à 66 mois (janvier 2014 à juin 2019) comprenant des périodes d'interruption liées aux phases d'aménagement du casier n°2 à compter de sa notification.

N°D2014-44 - 04/04/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché n°3425GD13 relatif à la mise en œuvre d'animations publiques pour la sensibilisation au tri-recyclage et à la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Le marché n°3425GD13 est composé de 4 lots. Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé et sera signé avec le groupement constitué de l'APIEU Territoire de Montpellier, mandataire (sise à Montpellier), de la CLCV (sise à Montpellier) et d'ERCA (sise à Montpellier). Les montants maximum des lots sont de 9000,00€ pour le lot 1, 5 000,00 € pour le lot 2, 5 000,00 € pour le lot 3 et 5 000,00 € pour le lot 4. Les membres de ce groupement ne sont pas assujettis à la TVA. La durée des contrats est de 1 an renouvelable deux fois pour une durée identique, soit 3 ans maximum.

N°D2014-45 - 28/02/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 du marché 2830bisEA12 - Travaux de protection contre les inondations du quartier Port de Carême à Pérols

Objet : Un avenant n° 1 au marché n°2830bisEA12 est passé avec la société BUEZA Frères SAS, Z.I. 6 rue René GOMEZ, CS20684, 34500 BEZIERS.

Cet avenant a pour objet de créer des prix nouveaux adaptés aux nouvelles conditions d'exécution du marché pour répondre aux sujétions techniques imprévues survenues au cours de la réalisation des travaux du fait de la découverte de nouveaux réseaux électriques dans l'emprise des travaux et d'actualiser les quantités prévisionnelles du marché. Le présent avenant s'élève à 289 262,25 € H.T. L'ajustement des quantités réellement exécutées

N°D2014-46 - 20/02/14 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional

Objet : Lors du contrôle de la régie par le comptable, celui-ci a souligné que l'activité de la régie est réduite. Le montant des avances devant correspondre au quart des dépenses annuelles de la régie, selon l'instruction codificatrice, il a préconisé la diminution du montant des avances. Il est proposé de diminuer le montant de l'avance de 500€ à 250€.

N°D2014-47 - 20/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MEDICA SERVICES dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société MEDICA SERVICES est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la maintenance, la réparation et la mise à disposition de pompes à perfusions et autre matériel médical ou para médical, dans le cadre de l'hospitalisation à domicile. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A01 de 111.30 m² pour une période de 12 mois.

N°D2014-48 - 11/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Théâtrale Francophone - théâtre du Hangar.

Objet : La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à la Compagnie Théâtrale Francophone pour y organiser des répétitions du 12 au 28 février et du 11 au 31 mai (sauf les 17, 18, 24 et 25) 2014.

N°D2014-49 - 10/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2942 EA 12 Ecocité - Ville en alerte - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2942EA12 est passé avec la société Hydropraxis, sise à Montpellier, pour tenir compte des prestations supplémentaires non prévues au marché initial. Le présent avenant s'élève à 3 500 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 33 000 € H.T. à l'augmentation de + 11,9 %.

N°D2014-50 - 20/02/14 - Direction des Sports

Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol à l'association Montpellier GRS

Objet : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Montpellier GRS pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol. La convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement les jours de la manifestation. La convention précise également que l'association Montpellier GRS assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement. La mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol aura lieu les 22 et 23 mars 2014. Cette convention stipule que la mise à disposition sera à titre gratuit.

N°D2014-51 - 14/02/14 - Direction des Sports

Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol au Montpellier Agglomération Tae Kwon do

Objet : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol. La convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement les jours de la manifestation. La convention précise également que l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement. La mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol aura lieu le 16 février 2014. La mise à disposition sera à titre gratuit.

N°D2014-52 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section SK n° 27, 43 et 44 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption en révision de prix auprès de l'indivision PARE des parcelles cadastrées SK 43, 44 et 27, d'une surface totale de 5 211 m², terrains en nature de friche arborée avec des dépendances, la parcelle SK 43 supporte une maison à usage d'habitation, libre d'occupation, situées au lieudit 138 rue de la Cavallade à Montpellier. Le prix d'acquisition des biens libres est fixé à 330 000 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre de la ZAD de compétence communautaire est nécessaire pour constituer des réserves foncières.

N°D2014-53 - 04/04/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°1586GD07 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux de la carrière GSM.

Objet : Un avenant de transfert au marché n°1586GD07 doit être conclu suite au changement de raison sociale de la

société GINGER Environnement et infrastructure au profit de GRONTMIJ Environnement et infrastructure puis au transfert universel de patrimoine vers GRONTMIJ SA.

N°D2014-54 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec le Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone en vue de l'exercice du droit de chasse et autorisant la création d'une réserve de chasse sur certaines parcelles appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Commune de Villeneuve les Maguelone

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition du Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone représenté par son Président Monsieur PEREZ Francis, domicilié 61 Rue du Martinet à Villeneuve lès Maguelone (34750) le droit de chasse sur les parcelles lui appartenant, sises commune de Villeneuve les Maguelone, cadastrées section AS n° 11 – 12 – 439 – 466 lieu dit «Larzat Nord» et AR n° 106 – 107 – 108 – 257 – 307 lieu dit « Pont de Villeneuve » pour une contenance de 9ha13a89 ca et autorisant la création d'une réserve de chasse sur les parcelles cadastrées section BM 15-16p-57-62 et 63, lieu dit « le Thot » pour une contenance de 6ha00a17ca, soit une contenance totale de 15ha14a06ca. La convention est consentie à titre gratuit, pour une durée de trois ans, jusqu'au 30 mai 2017.

N°D2014-55 - - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage - parcelle CW 58 - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier vend à Mme Marchal la parcelle CW n° 59 à Lattes. Afin de permettre un accès à la parcelle qui est enclavée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier consent une servitude de passage sur la parcelle CW 58 lui appartenant. Cette servitude est consentie à titre gratuit, car permettant le désenclavement. Elle porte sur une bande de terrain de 6m de large et 33m environ de long à partir de la voie.

N°D2014-56 - 11/03/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3467RI14 d'utilisation, maintenance et évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL

Objet : Un marché n°3467RI14 d'utilisation, maintenance et évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL est conclu avec la société GFI PROGICIELS sise à SAINT-OUEN. Ces prestations concernent le logiciel ASCOL utilisé par la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 1 500 € H.T. et un maximum de 60 000€ H.T.

N°D2014-57 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux de GrDF, rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway

Objet : La convention avec GRDF relative au déplacement des réseaux a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de déviation ou protection des réseaux de GrDF, nécessités par la construction de la ligne 5 du tramway.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge les études et les travaux de déplacements et de modifications de réseaux ou d'ouvrages dans l'actuel domaine privé, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage GrDF.

Le montant prévisionnel à la charge de la CAM est de :

- 30 000 € HT pour les dévoiements liés à la pose des containers enterrés ;
- 200 000 € HT pour les reprises de branchements liés aux déplacements de limites de propriétés

La convention prend effet à la signature par les représentants des parties, jusqu'à achèvement des travaux du tramway.

N°D2014-58 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux d'Orange, rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway

Objet : La convention proposée a pour objet de définir les modalités pratiques, techniques et financières de réalisation des travaux de dévoiement des ouvrages exploités par Orange, dans le cadre de la construction de la ligne 5 du tramway.

Elle concerne en outre les travaux de protection mécanique et contre les courants vagabonds.

Elle est conclue entre TaM, la Communauté d'agglomération de Montpellier et Orange.

Le coût prévisionnel des travaux à charge de Montpellier Agglomération s'élèvent à :

- Containers enterrés : 30 000 € HT
- Enfouissement des branchements dans le cadre des reconstitutions riveraines (génie civil) : 100 000 € HT

La convention proposée prend effet à compter de sa date de signature par les parties. Elle prendra fin à la date du paiement intégral des sommes dues par TaM à ORANGE et lorsque l'ensemble des travaux du tramway sera terminé.

N°D2014-59 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux de ErDF rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway

Objet : Cette convention a pour objectif, en partenariat avec ERDF, de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de déviations et de protections des réseaux de distribution d'électricité nécessités par la construction de la ligne 5 de tramway. Elle prend effet à sa signature par les représentants des parties jusqu'à achèvement complet des travaux de construction de la ligne 5. L'enveloppe des coûts estimative à la charge de Montpellier Agglomération est de 150 000 € HT.

N°D2014-60 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention concernant les travaux de branchements électriques des installations créées

ou modifiées pour la cinquième ligne de tramway

Objet : Une convention concernant les travaux de branchements électriques des installations créées ou modifiées est passée avec ErDF pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier. L'objectif de la convention est la prise en charge financière de l'ensemble des raccordements au réseau ERDF et comptages nécessaires aux installations fixes le long de la 5ème ligne de tramway, à travers une procédure simplifiée. La convention concerne les installations suivantes : branchements basse tension pour les stations ou parc relais, branchements basse tension pour les armoires de carrefours, branchements pour les armoires d'éclairage public, autres branchements (panneaux publicitaires, pompes, ...). La convention explicite la procédure d'échange d'informations entre le maître de l'ouvrage et ERDF et détaille le montant prévisionnel, forfaitaire et fixe sur la durée de la Convention, de chaque type de branchement. Le coût prévisionnel des réalisations de branchements s'élève à 260 000 € HT. La convention entre en vigueur à la signature des parties et prend fin à la mise en service de la ligne 5.

N°D2014-61 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une convention concernant les travaux de protection des réseaux de GrDF contre les courants vagabonds générés par la circulation du tramway

Objet : La convention avec GRDF relative aux travaux de protection des réseaux de GrDF contre les courants vagabonds générés par la circulation du tramway a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des études et des travaux de mise en place de la protection active contre les courants vagabonds des réseaux GrDF, nécessités par la construction de la 5ème ligne de tramway.

Le montant global des protections mises en place par GrDF et financées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est estimé à 233 000 € H.T. pour la période allant de 2014 à l'achèvement des travaux de la ligne 5.

N°D2014-62 - 21/03/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3540GD13 d'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte des déchets ménagers - autorisation de signature

Objet : Un marché n° 3540GD13 est passé avec la société ELIS Provence sise à Nîmes. Le marché concerne l'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable une fois. Il prendra effet à compter de sa notification. Le montant annuel du marché est estimé à 21 242,40 € HT.

N°D2014-63 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à la SAAM portant sur l'aménagement du secteur de la Cavallade / Hippocrate

Objet : Cette convention de mandat d'études préalables à la SAAM porte sur le secteur de la Cavallade à Montpellier, afin de déterminer la faisabilité d'une extension de la ZAC Hippocrate sur un secteur environ 8 ha, le long de l'A9, en lien avec sa future transformation en boulevard urbain. La mission inclut en tranche conditionnelle la préparation du dossier de création de ZAC et dossiers associés (DUP, PLU). Le montant du mandat est de 225 000 € HT, réparti entre 165 000 € d'études et 60 000 € de rémunération sur une durée de 24 mois.

N°D2014-64 - 09/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas: étude hydraulique

Objet : Un marché n° S 14.03 est passé avec la société EGIS Eau. Ce marché concerne la réalisation d'une étude hydraulique. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois. Le montant du marché s'élève à 15 600,00 € H.T.

N°D2014-65 - 09/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas: étude VRD

Objet : Un marché n° S 14.02 est passé avec la société Sitétudes. Ce marché concerne l'étude VRD. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois. Le montant du marché s'élève à 9 987,50 € H.T.

N°D2014-67 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 140 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Une convention de servitude de passage d'une canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier – Réalisation du Collecteur Est – Secteur Navitau ». La convention est consentie moyennant la somme de 452 €.

N°D2014-68 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 140

Objet : Une convention d'autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau. Une convention consentie moyennant la somme de 2 080 €.

N°D2014-69 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 108

Objet : Une convention d'autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau. La convention est consentie sans indemnité, moyennant réalisation de travaux de raccordement EU.

N°D2014-70 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 108 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Une convention de servitude nécessaire au passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier – Réalisation du Collecteur Est – Secteur Navitau ». Une convention est consentie moyennant la somme de 1 680 €.

N°D2014-71 - 17/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de maîtrise d'œuvre pour le remplacement des CTA à l'Aquarium MARE NOSTRUM - Montpellier

Objet : Un marché n°3450bisDC13 de maîtrise d'œuvre est passé avec BET KAPLANSKY – 849 rue Favre de Saint Castor – 34080 MONTPELLIER. ARTICLE 2 : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre pour le remplacement des CTA (aquariologie, OPC, SSI, travaux TCE). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 32 200 € H.T.

N°D2014-72 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AM 111 - Commune de Cournonterral

Objet : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toute canalisation d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame ARBOUSSET Odette, domiciliée 9 Lotissement le Viaduc à Cournonterral (34660), propriétaire de la parcelle située commune Cournonterral, section AM n° 111, d'une contenance de 1 003m² et une superficie de 3m² concernée par la servitude. La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-73 - 11/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Cubana Soy - Commune de Jacou

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Cubana Soy diffusé le 28 février et le 1er mars 2014 à Jacou pour un montant de 2 000 €.

N°D2014-74 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux section AM n° 111 - Commune de Cournonterral

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de DEUX mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame ARBOUSSET Odette, domiciliée 9 lotissement « le Viaduc » Cournonterral (34660), sur une emprise totale de 7m² sur la parcelle cadastrée AM n° 111 d'une contenance totale de 1 003m². Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de 300 €.

N°D2014-75 - 20/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SNC L et F" requête n°13MA05025

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13MA05025 près la Cour d'Appel de Montpellier par la "SNC L & F" contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1202223 du 22 novembre 2013 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N°D2014-76 - 27/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A 778 - Commune de Sussargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Monsieur JENAJEAN Norbert domicilié 2600 route de Saint Jean de Védas à Saint Victor de Malcap (30500) ; Madame JEANJEAN Christine épouse RIGAL, et Madame BERNIOLLE Eliane épouse JEANJEAN, demeurant ensemble 10B Grand Rue Louis Bouis à Sussargues (34160), ont accepté de céder à l'amiable la parcelle sise commune de Sussargues, cadastrée section A n° 778, d'une contenance de 400m². Le prix d'acquisition est de CINQ CENTS EUROS (500€) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-78 - 27/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Commune de Lavérune

Objet : Une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées est nécessaire au raccordement de la ZAC du Pouget au réseau public d'assainissement. Travaux réalisés dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier. Cette servitude consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-79 - 27/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BL n° 62p - Commune de Lavérune

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la Commune de Lavérune une parcelle de 25m² à détacher de la parcelle sise commune de Lavérune, rue des Abimes, section BL n° 62, d'une contenance totale de 38 879m². L'acquisition est consentie à titre gratuit, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-80 - 11/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SE 72 - 390 Rue de la Cavalade - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le hangar situé sur la parcelle cadastrée section SE n° 72, sise 390 rue de la Cavalade à Montpellier (34000).

N°D2014-81 - 20/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Albert Camus

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à être détenu par la régie) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Albert Camus de Clapiers, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 3 500 € (3 000€ actuellement).

N°D2014-82 - 20/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3518 DC 13 - prises de vue d'œuvres et reportages photos d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier Agglomération

Objet : Un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 22 000 € H.T. /an est passé avec Monsieur Frédéric JAULMES – 53 boulevard Rabelais – 34000 MONTPELLIER. Ce marché concerne des prises de vue d'œuvres et reportages photos d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. Il est renouvelable 3 fois pour une durée de 1 an, par reconduction expresse. Le marché s'élève à un montant annuel estimatif de 17 630 € H.T.

N°D2014-83 - 20/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Aimé Césaire

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à être détenu par la régie) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (3 000€ actuellement)

N°D2014-84 - 20/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix, parcelle cadastrée n° BX 28, commune de Clapiers"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et Associés en vue de la saisine du juge de l'expropriation pour la fixation judiciaire du prix de la parcelle BX 28 sise sur la commune de Clapiers, nécessaire à la réalisation de l'intercepteur est.

N°D2014-86 - 31/03/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de prêt à usage entre la communauté d'Agglomération de Montpellier et monsieur Mohamed Touzani

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, propriétaire du Domaine de Viviers, sis sur les communes de Jacou, Assas, Clapiers et Teyran, conclut une convention de prêt à usage avec monsieur Mohamed Touzani, en charge de la conservation et de l'entretien du Domaine, afin qu'il bénéficie d'une dépendance destinée à son habitation personnelle.

N°D2014-87 - 13/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3475DS13 de maintenance et entretien des ascenseurs des stades et gymnases de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n° 3475DS13 de prestations de services est passé, pour le lot n° 1 (Stade Yves du Manoir) et pour le lot n° 2 (autres infrastructures), avec la société PACA ASCENSEURS SERVICES sise à LES PENNES MIRABEAU (13). Ce marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 48 mois pour chaque lot. Le marché relatif au lot n°1 (Stade Yves du Manoir) est conclu pour un montant de 23 920 € H.T. (correspondant aux prestations forfaitisées) et 32 000 € H.T. (seuil maxi des prestations sur bordereau de prix unitaires) soit un montant total de 55 920 € H.T. Le marché relatif au lot n°2 (autres infrastructures) s'élève à 24 320 € (correspondant aux prestations forfaitisées) et 32 000 € H.T. (seuil maxi des prestations sur bordereau de prix unitaires) soit un montant total de 56 320 € H.T.

N°D2014-88 - 24/02/14 - Direction des Finances

Décision relative au marché n°3545DF13 portant sur les garanties financières du Centre de Stockage des Déchets Ultimes de la carrière GSM sur la commune de Castries

Objet : Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Installation de stockage de déchets non dangereux -, est passé avec ACE European Group Limited. Cet acte de cautionnement solidaire constitue un engagement purement financier en vue de garantir, conformément aux arrêtés préfectoraux n°2012-I-1548 du 11 juillet 2012 et n° 2013-I-2234 B du 25 novembre 2013 du Préfet de l'Hérault, le paiement, en cas de défaillance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des dépenses liées à la surveillance du site, aux interventions en cas d'accident ou de pollution, et à la remise en état du site après exploitation, par une entreprise extérieure.

N°D2014-89 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque George Sand

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque George Sand de Villeneuve lès Maguelone, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (3 000 €) actuellement.

N°D2014-90 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Françoise Giroud

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Françoise Giroud de Castries, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 2 000 € (1 500 € actuellement).

N°D2014-91 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Centrale Emile Zola

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies est déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la Médiathèque Centrale Emile Zola, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 12 000 € (15 000 € actuellement).

N°D2014-92 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Jean Giono

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Jean Giono de Pérols, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 2 000 € (1 500 € actuellement).

N°D2014-93 - 27/02/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat n°2014-01-30/1 d'assistance / formation à la prestation pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies

Objet : Un contrat d'assistance et formation à la prestation n° 2014-01-30/1 est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT sise à PEROLS. Ce contrat concerne les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant de ce contrat est compris entre un minimum de 9 550,00 € H.T. et un maximum de 38 20000 € H.T.

N°D2014-94 - 03/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à la gratuité de la manifestation "La grande soirée de l'exploration"

Objet : La manifestation « La grande soirée de l'exploration » du jeudi 20 février 2014 fera l'objet d'une gratuité. Les places pourront être obtenues sur demande au service « réservations » du planétarium Galilée.

N°D2014-96 - 25/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3464UA13, réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société Crealead à Montpellier. Le marché concerne la réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 69 900 € H.T.

N°D2014-97 - 09/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'opération "Chéquier printemps Odysseum" octroyant des réductions sur les tarifs du planétarium Galilée

Objet : Le planétarium Galilée a participé depuis plusieurs années aux opérations commerciales appelées "chéquier printemps " et "anniversaires" (à la rentrée de septembre) organisées par le Centre Commercial Odysseum. Pour 2014 il est proposé de s'inscrire dans le "Chéquier printemps" en proposant une réduction de 20 % en boutique (hors livres).

N°D2014-98 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Federico Fellini

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Federico Fellini de Montpellier, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 2 500 € (2 000 € actuellement).

N°D2014-99 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Jean de la Fontaine

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Jean de la Fontaine de Lavérune, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (3 000 € actuellement).

N°D2014-100 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Federico Garcia Lorca

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Federico Garcia Lorca de Montpellier, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (2 000 € actuellement).

N°D2014-101 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Victor Hugo

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Victor Hugo de Montpellier, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 2 000 € (1 000 € actuellement).

N°D2014-102 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque La Gare

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque La Gare de Pignan, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 2 000 € (3 000 € actuellement).

N°D2014-103 - 27/02/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque William Shakespeare

Objet : Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque William Shakespeare de Montpellier, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (4 500 € actuellement).

N°D2014-104 - 04/03/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché de fournitures et de prestations de services pour la signalétique des équipements sportifs de l'Agglomération de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel à une société spécialisée pour la fourniture de signalétique et de prestations de services pour les équipements sportifs de l'Agglomération de Montpellier ce marché est passé avec la société DEO ADER sise à St Jean de Védas pour une durée de 3 ans et un montant maximum de 89 990 € H.T.

N°D2014-105 - 20/03/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché de prestations de services concernant la maintenance et assistance du système de sonorisation des stades de la Mosson "Mondial 98" (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2) et des écrans géants des stades de la Mosson "Mondial 98" et Yves du Manoir (lot 3).

Objet : Un marché à bons de commandes n°3558DS14 de prestations de services est passé d'une part, avec la société Sud Médias System (S.M.S) sise à Baillargues (34670) – ZI de la Biste II- 103 rue Jean-Baptiste Calvignac – pour la maintenance et assistance du système de sonorisation du stade de la Mosson (lot 1) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir (lot 3), d'autre part avec la société I.E.C. à Saint-Aunès (34130)- 305 avenue de la Marjolaine pour la maintenance et assistance du système de sonorisation du stade Yves du Manoir (lot 2). Ce marché concerne la maintenance et l'assistance du système de sonorisation des stades de la Mosson (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir (lot 3). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour un an, sauf renonciation du titulaire. Le présent marché à bons de commande comporte un maximum annuel de 15 000,00 € HT pour le lot 1, de 5 000,00 € HT annuel pour le lot 2 et de 5 000,00 € HT pour le lot 3.

N°D2014-106 - 04/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle SOS Premiers Secours

Objet : Un contrat de cession de spectacle est conclu avec la compagnie Minibus, pour l'achat de quatre représentations du spectacle SOS Premiers Secours pour un montant total de 3 600 €.

N°D2014-108 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la SPA fourrière animale Noé

Objet : L'activité de la fourrière animale Noé connaît des pics d'activité saisonniers ; aussi pour permettre à la régie de s'adapter à cette situation, le montant de l'encaisse autorisé est porté à 9 000 € (actuellement 7600 €).

N°D2014-109 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la cession à la Société Océanis des parcelles cadastrées section BK 413p et 426a - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de vendre deux parcelles situées avenue de la Justice de Castelnaud, Commune de Montpellier et cadastrées section BK n° 413p et 426a. Ces parcelles constituent des délaissés de l'opération ligne 2 du tramway situés au-delà du mur de soutènement et au même niveau que le projet immobilier de la Société Océanis situé sur la parcelle BK 412. Elles ne présentent pas d'utilité pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La cession est consentie et acceptée au prix de 18 000€.

N°D2014-110 - 11/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCIAM FUTURA dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société SCIAM FUTURA est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot E6 d'une surface de 2355 m². Les utilisateurs finaux seront :

- la société KIT AERO (activités de négoce aéronautique)
- la société SCP MEISSONNIER GARNIER (étude d'huissiers de justice)
- la société MT COULEURS (activités de presse, imprimerie)
- la société MOBIO (activités d'ingénierie et de conseil)
- la société CONSULTING & DEVELOPPEMENT (cabinet de conseil en stratégie)
- la société PIERRE HERAIL SAS (administrateur de biens immobiliers)

N°D2014-111 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCA ALABISO CARTON dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société SCA ALABISO CARTON est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot F4 d'une surface de 1 032 m². Les

utilisateurs finaux sont les sociétés LES CLES DU MIDI (création de site internet spécialisés dans l'immobilier), ALD INGENIERIE (bureau d'études) et ALABISO INGENIERIE (BET ingénierie du bâtiment).

N°D2014-112 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Olympique d'Antigone

Objet : La liste des encaissements de la régie de recettes de la Piscine Olympique d'Antigone de Montpellier, doit être complétée par la vente de bonnets de bains, et la possibilité de nouvelles créations de cartes d'abonnements perdues par l'utilisateur.

N°D2014-113 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Amphitrite

Objet : La liste des encaissements de la régie de recettes de la Piscine Amphitrite de Saint-Jean-de-Védas, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes perdues par l'utilisateur.

N°D2014-114 - 21/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles RN n° 20 - 21 - 7 - 10 - 25 et 35 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire des parcelles cadastrées section RN n° 20 – 21 – 6 – 7 – 10 – 25 et 35 , lieu dit « Valedéau » Commune de Montpellier, pour une contenance cadastrale totale de 9 ha 90 a 02 ca.

Ces parcelles, qui constituent des réserves foncières, sont mises à disposition de la SAFER LR pour une durée d'une année, moyennant un loyer annuel de 4 950€, ce qui permet de les entretenir.

N°D2014-115 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Suzanne Berlioux

Objet : Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la Piscine Suzanne Berlioux de Montpellier et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine.

La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 4 000 € (1 800 € actuellement).

Avis favorable du trésorier.

N°D2014-116 - 20/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation de spectacles avec l'association Continuum

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association Continuum, 34 rue de la Méditerranée, 34000 Montpellier. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des classes de maître "Jaco Pastorius - grooves et tourbillons", par Frédéric Monino et François Laizeau, et "Histoire des éléments de la batterie", par François Laizeau, prévues le 29 mars 2014 de 9h30 à 16h45, sur le Site de Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 29 mars 2014 et se terminera à l'issue des représentations. Le montant du marché s'élève à 1200,00 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

N°D2014-117 - 21/03/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de services pour le logiciel de gestion de centre de loisirs "e.enfance"

Objet : Un contrat de services de la solution « e.enfance » est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT sise à LABEGE. Ce contrat concerne l'hébergement du logiciel de gestion de centre de loisirs e.enfance installé à l'Ecolothèque, ainsi qu'une assistance téléphonique aux utilisateurs. Ce logiciel est composé de la gestion de la scolarité, des inscriptions à la restauration, des services périscolaires, des activités culturelles et sportives ainsi que de la facturation en ligne des familles. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois. Le montant de ce contrat s'élève à 4 023,94 € T.T.C.

N°D2014-118 - 20/03/14 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

Décision relative à l'avenant n°1 au marché 3419UH13 sur l'occupation du sol 2012

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3419UH13 de prestations intellectuelles est passé avec la société SIRS. Cet avenant concerne une prestation intellectuelle.

Le présent avenant s'élève à 700 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 21 630 € H.T.

N°D2014-119 - 21/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un marché 3542de14 d'étude de préfiguration d'un plan de gestion des espaces naturels et agricoles (GENA) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et sa déclinaison sur trois secteurs pilotes

Objet : Un marché de prestation d'études est passé avec le groupement Tercia – Terraterre – Ecologistes de l'Euzière, 371 av Louis Ravas, 34080 Montpellier.

Ce marché concerne une étude de préfiguration pour la gestion des espaces naturels et agricoles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et sa déclinaison sur 3 secteurs pilotes (secteurs de Grabels, de Lavérune, de la Haute Vallée du Lez (Prades le Lez / Montferrier-sur-Lez / Clapiers). Une synthèse territoriale doit être réalisée, visant l'élaboration d'une boîte à outils pédagogique permettant d'envisager la mise en place d'un plan de gestion à l'échelle communautaire. Le marché prend effet à compter du 20 mars 2014. Sa durée est de 10 mois hors délais de validation du mandataire. Le montant du marché s'élève à 57 225 € H.T.

N°D2014-120 - 11/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon en date du 10 avril 2012

Suppression des parcelles BB n°61P et BC n°1- Commune de Clapiers

Objet : La parcelle sise commune de Clapiers et cadastrée section BB n° 61 pour partie n'a pu être confiée en vue d'une exploitation agricole en raison de sa topographie et du boisement important. La parcelle sise commune de Clapiers et cadastrée section BC n° 1 fait l'objet d'un bail à ferme avec un exploitant, bail dont la signature doit intervenir dans le courant du premier trimestre 2014. Il convient donc de modifier la CMD SAFER n°11 0023 pour exclure ces deux parcelles. La redevance annuelle est ramenée à 2 695€

N°D2014-121 - 10/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un avantage tarifaire à l'occasion du Printemps des planétariums

Objet : Pour toute place achetée au Planétarium Galilée pour les séances de 17h, 18h30 ou 20 h de mars 2014, aux tarifs « Adulte – Normal », « Adulte – Pass'Agglo », « Enfant – Normal » et « Enfant – Pass'Agglo », une contre-marque sera délivrée à la caisse du planétarium Galilée. Toute contre-marque délivrée dans les conditions visées à l'article 1 donnera droit à une entrée gratuite à une séance publique du Planétarium Galilée, après échange en caisse du Planétarium. La durée de validité des contre-marques sera limitée au 2 juillet 2014 inclus.

N°D2014-122 - 19/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant pour le marché n°3285MG13, exploitation et maintenance en Génie Climatique des bâtiments de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3285 d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique de l'Agglomération de Montpellier est passé avec Cofely/Axima à Lattes. Cet avenant concerne l'actualisation de la liste des bâtiments et des équipements couverts par le marché d'exploitation et de maintenance. Le présent avenant s'élève à 369.75 € H.T. Le nouveau montant forfaitaire annuel du marché s'élève à 27 869.75 € H.T., le montant des travaux ponctuels demeure limité par un seuil maximum annuel de 25 000 € HT.

N°D2014-123 - 03/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3435EA13 de travaux intercommunaux avec création de 6 postes de refoulement des eaux usées

Objet : Un marché de travaux intercommunaux avec création de 6 postes de refoulement des eaux usées est conclu avec la société STPB mandataire du groupement STPB/AQUA SUD. Ce marché concerne la création de 6 postes de refoulement des eaux usées :

- poste A : commune de Saint Georges d'Orques - Poste de refoulement du Chemin des Pilettes
- poste B : commune de Lattes - poste de refoulement de Pont de Guerre
- poste C : commune de Villeneuve les Maguelone - poste de refoulement du Chemin de la Mort aux Anes
- poste D : commune de Lattes - poste de refoulement de saint Hubert
- poste E : commune de Restinclières - poste de refoulement du chemin des Pins
- poste F : commune de Lavérune - poste de refoulement de la desserte de la ZAC du Pouget

Le délai d'exécution des travaux part à compter de la date de notification du marché.

Le prix global et forfaitaire des travaux s'élève à 274 834.00 euros HT soit 328 701.46 euros TTC.

N°D2014-124 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de la candidature de la SARL ALCEDIAG pour un bail commercial dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels

Objet : Dans le cadre de la commercialisation de l'immeuble Cap Delta situé à Grabels, la Société d'Equipe-ment de la Région Montpelliéraine (SERM) nous propose d'agréer la candidature de la SARL ALCEDIAG pour la location d'un local de 795 m² (lot 2.1) situés dans l'opération.

L'activité de la société est le développement de solutions innovantes pour le diagnostic médical.

La location prendra effet à compter de novembre 2014, pour une période de 12 ans.

N°D2014-125 - 21/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3436EA13 concernant l'extension du réseau d'eaux usées pour le raccordement de la ZAC Descartes sur la RD5E2 - Commune de Lavérune

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société BRAULT MTP sise à VENDARGUES. Ce marché concerne l'extension du réseau d'eaux usées pour le raccordement de la ZAC DESCARTES RD5E2 sur la commune de LAVERUNE. Le début d'exécution du marché part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux dont le délai est de 4 mois. Le montant estimatif des travaux est de 234 003.38 euros TTC.

N°D2014-126 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IVAOS pour une période de douze mois à compter de sa signature.

La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 29,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 425,99 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-127 - 11/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la vente à la Société Synérail d'une partie de la parcelle cadastrée section OH n° 81 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à la Société SYNERAIL, dont le siège social est 2 rue Benoît Malon à SURESNES (92150), une partie, soit 280m², de la parcelle sise Commune de Montpellier et cadastrée section OH n° 81P. S'agissant d'un délaissé de parcelle et au vu de l'avis de France Domaine en date du 12 août 2013, la vente est consentie à titre gratuit, les frais annexes restant à la charge de l'acquéreur,

N°D2014-128 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TWIN SOLUTIONS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TWIN SOLUTIONS pour une période de douze mois à compter de sa signature.

La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TWIN SOLUTIONS pour la surface de 30,21 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 437,13 euros conformément au tarif applicable.

N°D2014-129 - 21/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IVAOS pour une période de douze mois, à compter de sa signature.

La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 29,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 425,99 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-130 - 09/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché pour un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle en France avec la Compagnie Art Mixte - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association « Compagnie Art Mixte », sise à Murviel-lès-Montpellier. Ce marché concerne 6 (six) représentations du spectacle intitulé « Les visites théâtralisées de Lattes » et « Archéologues pour de faux, comédiens pour de vrai » sur le site archéologique Lattara-musée Henri Prades, les 14 et 15 juin 2014, dans le cadre de la 5e édition de la Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se terminera le 15 juin 2014, à la fin de la dernière représentation. Le montant du marché s'élève à 15 350,64 € HT soit 16 194,93 € TTC.

N°D2014-131 - 09/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de prestation de services pour la production d'œuvres dans le cadre d'une exposition d'art contemporain intitulé "Julien Gardair-Camera locus" au Site archéologique Lattara-musée Henri Prades

Objet : Un marché de prestation de services pour la production d'œuvres visuelles et sonores est passé avec Julien Gardair. Ce marché concerne la réalisation d'œuvres projetées spécialement conçues à l'occasion de l'exposition temporaire d'art contemporain présentée au musée Henri Prades du 24 mai au 21 octobre 2014. Ces œuvres restent l'entière propriété de l'artiste. Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin le 30 octobre 2014. Le montant du marché s'élève à 7 600 € TTC.

N°D2014-132 - 04/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Les Murs d'Aurelle - Théâtre du Hangar

Objet : Le Théâtre du Hangar est mis à disposition de la Cie Les Murs d'Aurelle pour y organiser des répétitions les 22 et 23 mars et 12 et 13 avril 2014 inclus.

N°D2014-133 - 21/03/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol à l'association "stage international de Judo de Montpellier"

Objet : L'organisation d'un stage international de judo au palais des Sports René Bougnol du 14 au 18 juillet 2014 contribue à promouvoir les actions et le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-134 - 04/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3492DC13 pour l'entretien des espaces intérieurs et des mobiliers des sites Lisbonne et Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de nettoyage est passé avec la Société ESPACE PROPRETE sise à LANSARGUES - 34130, pour l'entretien des espaces intérieurs et des mobiliers des sites Lisbonne et Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR). Le montant du marché en € H.T. pour les deux sites est de 69 476,17 € soit 83 371,40 € T.T.C. Le marché est conclu pour une durée d'un an.

N°D2014-135 - 04/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des chœurs de Montpellier entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association des chœurs de Montpellier

Objet : Une convention de mise à disposition est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association des chœurs de Montpellier (ACM). La convention concerne la mise à disposition de la Maison des chœurs de Montpellier, sise Place Albert 1er, à Montpellier. La convention prendra effet le samedi 31 mai 2014 de 10h à 20h. Les frais de mise à disposition de la Maison des chœurs de Montpellier s'élèvent à 200,00 € TTC (deux cents euros). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

N°D2014-136 - 20/03/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché de prestations de services n°3560DS14 concernant la maintenance préventive et corrective du système de vidéo-surveillance des stades de la Mosson et Yves du Manoir

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel aux compétences de sociétés spécialisées pour la maintenance préventive et corrective du système de vidéo-surveillance. Un marché à bons de commande n°3560DS14 est passé pour un montant annuel maximum HT de 25 000,00 € dont :

- un montant maxi de 12 500 € HT avec la société ABRADIOCOMMUNICATION, sise à Montpellier, pour le lot 1

(stade de la Mosson);

- un montant maxi de 12 500 € HT avec la société IBERION, sise à Saint Jean de Védas, pour le lot 2 (stade Yves du Manoir).

Ce marché à bons de commande prendra effet à compter de sa notification pour une durée d'un an, reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour un an, sauf renonciation du titulaire.

N°D2014-137 - 21/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une prise de possession anticipée section ST n° 66 - 68 et 72 - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre des travaux de réalisation de l'opération de déplacement de l'autoroute A9, travaux déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 30 avril 2007, il est nécessaire pour la S.A. Autoroutes du Sud de la France de pouvoir utiliser, préalablement à leur acquisition, les parcelles sises commune de Montpellier et cadastrées section ST n° 66-68-72.

La prise de possession anticipée est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à titre gratuit.

N°D2014-138 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acte de consentement à vente dans le cadre d'une procédure d'expropriation - Parcelles SM 25p et SM 14-24-29 et 51 - Rue du Mas des Brousses - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert les parcelles cadastrées section SM n°25p et section SM n°14-24-29 et 51 – Rue du Mas des Brousses – Commune de Montpellier. Ces parcelles constituent des réserves foncières et sont nécessaires à la réalisation des aménagements dans le secteur de Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier gare TGV.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de 1 475 000€.

N°D2014-139 - 21/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AZ 113 - Commune de Montferrier sur Lez

Objet : Servitude pour canalisation eaux usées nécessaire dans le cadre du projet d'extension du réseau d'eaux usées sous RD 112 – Montferrier

Convention consentie moyennant la somme de 1 630 €

N°D2014-140 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision relative à des avenants de prolongation des dates de mobilisation des contrats d'emprunt n°FI26.200/FR et FI81.286/FR auprès de la Banque Européenne d'Investissement

Objet : Des avenants aux contrats n°FI26.200/FR et FI81.286/FR sont passés avec la Banque Européenne d'Investissement. Ces avenants prolongent la date limite de mobilisation des fonds disponibles sur ces deux contrats (respectivement 5M€ et 40M€) jusqu'au 30 décembre 2014. Les autres stipulations des contrats demeurent inchangées.

N°D2014-141 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3213DC13 de "Mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage : Programmation fonctionnelle, technique et muséographique détaillée et assistance jusqu'en fin de mission APD"

Objet : Un marché n°3213DC13 est passé avec la société AUBRY & GUIGUET sise à Paris (75). Il concerne la mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage ainsi que la programmation fonctionnelle, technique et muséographique détaillée et l'assistance jusqu'en fin de mission APD du Musée Archéologique Henri Prades.

La durée totale du marché est de 21,5 mois. Le marché s'élève à 66 640 € H.T. (34 900 € H.T. correspondant à la tranche ferme et 31 740 € H.T. correspondant à la tranche conditionnelle).

N°D2014-142 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AE 142 - Commune de Villeneuve lès Maguelone

Objet : Acquisition de la parcelle cadastrée section AE n° 142 d'une contenance de 4m². Parcelle nécessaire à l'implantation, sur la même emprise, d'un nouveau poste de relèvement des eaux usées en remplacement du précédent devenu obsolète. Cession consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-143 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3522DS14 de "Maintenance préventive et corrective des machines-outils de motoculture des stades Yves du Manoir et Mosson"

Objet : Un marché n° 3522DS14 est passé avec la société Galloy 34 Motoculture Vert sise à Montpellier (34). Il concerne la maintenance préventive et corrective des machines-outils de motoculture des stades Yves du Manoir et Mosson de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

N°D2014-144 - 21/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Section SI 21 et SI 87p - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre des travaux de réalisation de l'opération de déplacement de l'A9, travaux déclarés d'utilité publique et urgents, ASF souhaite utiliser les parcelles cadastrées SI 21 et 87p situées sur la Commune de Montpellier pour permettre la réalisation d'un bassin de rétention. Ces parcelles feront l'objet d'une cession ultérieurement à ASF.

N°D2014-145 - 09/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2811DC11 de maintenance des vidéoprojecteurs BARCO 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée de Montpellier Agglomération

Objet : Un avenant de transfert au marché n°2811-DC11 de maintenance des vidéoprojecteurs BARCO 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée de Montpellier Agglomération est passé avec la société VIDELIO IEC.

N°D2014-146 - 10/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 au marché à bons de commande n°2460EA10 de prestations topographiques

Objet : Le marché est dans sa dernière année d'exécution depuis le 2 mai 2013 jusqu'au 2 mai 2014. Le montant maximal annuel des prestations tel que figuré dans le marché initial est de 120 000 € H.T. annuel. Le volume des besoins en matière d'investigations topographiques a augmenté sur cette dernière année, ce en lien avec l'augmentation du budget 2014 et des besoins plus conséquents en études et travaux. Il est proposé d'augmenter le seuil pour cette dernière année de 21 600,00 € T.T.C. soit 15% du montant initial du marché et de prolonger de 2 mois sa durée, soit jusqu'au 2 juillet 2014.

N°D2014-147 - 03/04/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à un avenant n°1 du marché 2798 d'études de jalonnement sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n°1 au marché n° 2798 est passé avec la société ASCODE. Cet avenant concerne l'augmentation du seuil maximum du marché n°2798 pour ses deuxième et troisième années d'exécution ainsi que la non reconduction du contrat pour sa dernière année d'exécution.

Le présent avenant porte le montant maximum du marché à 48 000 € HT, pour chacune des deux années de reconduction à suivre (et au global, en cas de reconduction jusqu'au terme de la durée du marché, le montant maximum à 168 000 € HT au lieu de 192 000 € HT).

N°D2014-148 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision modificative à la décision n° D2013-951 relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP 10 et 11 - Commune de Montpellier

Objet : Le prix d'acquisition de un million huit cent quarante mille deux cents euros (1 840 200 €) toutes indemnités confondues, dont cent soixante-huit mille deux cents euros (168 200 €) d'indemnité de remploi, conforme à la décision initiale, sera payé en deux fois, 920 100 euros en 2014 à la signature de l'acte et 920 100 euros au plus tard le 31 mars 2015, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-150 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SP 9 - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SCI Familiale Alberto ALFANO, la parcelle située Commune de Montpellier, cadastrée section SP n° 9 pour une contenance totale de 4 216 m2, à usage de terrain nu. Le prix d'acquisition est de 140 130 € toutes indemnités confondues, dont 13 648 € d'indemnité de remploi.

N°D2014-152 - 31/03/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'avenant n°5 de transfert au marché n°2223DC10 de la société Isopro Sécurité Privée à la société Isopro Sécurité Privée Sud Ouest pour le gardiennage du musée Fabre de Montpellier

Objet : Un avenant n°5 au marché n°2223DC10 doit être passé suite à une modification de la structure juridique du titulaire. Cet avenant a pour objet de constater le transfert du marché 2223DC10 relatif au gardiennage du Musée Fabre à la société Isopro Privée Sud Ouest. Cette modification n'entraîne aucun changement dans les relations contractuelles.

N°D2014-153 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Christine CARON

Objet : Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Christine Caron de Castelnau-le Lez et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine. La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur.

Par ailleurs le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 20 000 € (11 000 € actuellement).

Avis favorable du trésorier.

N°D2014-154 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes du Centre Nautique Neptune

Objet : Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes du Centre Nautique Neptune de Montpellier et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement du centre.

La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 20 000 € (11 000 € actuellement).

Avis favorable du trésorier.

N°D2014-156 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Alex Jany

Objet : Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Alex Jany de Jacou et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine.

La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant

reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 15 000 € (10 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.

N°D2014-157 - 28/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Alfred Nakache

Objet : Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Alfred Nakache de Montpellier et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine.

La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 7 000 € (2 000 € actuellement).

Avis favorable du trésorier.

N°D2014-158 - 21/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Pitot

Objet : Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Pitot de Montpellier et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine.

La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur.

Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 13 000 € (6 000 € actuellement).

Avis favorable du trésorier.

N°D2014-159 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau public d'eau potable - Parcelle AL 127 - Commune de Lattes

Objet : Une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eau potable sur la parcelle sise commune de Lattes et cadastrée section AL n° 127 est nécessaire au passage d'une canalisation d'alimentation en eau potable de desserte du Mas de Manier, qui doit être déviée dans le cadre du contournement ferroviaire Nîmes et Montpellier. Cette servitude est consentie et acceptée moyennant une indemnité de 356€.

N°D2014-160 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles AL 50 et 66 - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès des Consorts MANIER – DULAC les parcelles sises commune de Lattes, lieu dit « le Bois », cadastrées section AL n° 50 et 66, d'une contenance respective de 2 226 m² et 1 186 m². Le prix d'acquisition est de onze mille deux cent soixante seize euros (11 276€) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette acquisition permettra le déplacement d'une canalisation d'eau potable rendue nécessaire dans le cadre du contournement ferroviaire Nîmes Montpellier, notamment le raccordement de la nouvelle voie avec le réseau ferré national.

N°D2014-161 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de prise de possession anticipée - Commune de Lattes - Terrain cadastré section AL n° 50

Objet : Une convention de prise de possession anticipée de la parcelle sise commune de Lattes et cadastrée section AL n° 50, parcelle nécessaire à la réalisation des travaux de dévoiement d'une conduite d'alimentation en eau potable qui sont induits par le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier. Prise de possession anticipée avant réitération de l'acte de vente consentie moyennant une indemnité de 890€.

N°D2014-162 - 01/04/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative au marché portant sur la mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) dans le cadre de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France »

Objet : Le marché est attribué à la société VERITAS sise à Paris-La Défense (92), pour assurer la mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) relative à l'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France » dans les domaines suivants : Insertion urbaine, Systèmes et Infrastructures .

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle globale de 48 mois à compter de sa notification. Il est décomposé en une tranche ferme et une tranche conditionnelle. Le marché est passé à prix global et forfaitaire révisable pour un montant total de 65 040 € HT (Tranche ferme : 12 985 € HT - Tranche conditionnelle : 52 055 € H.T.).

N°D2014-163 - 20/03/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat d'hébergement du progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE

Objet : Un contrat d'hébergement informatique de logiciel est conclu avec la société EVER TEAM sise à LYON. Ce contrat concerne le progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE utilisé par le musée archéologique Lattara. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 600 € HT, soit 7 920,00 € T.T.C.

N°D2014-164 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec l'association des Chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou en vue de l'exercice du droit de chasse sur le Domaine de Viviers - Commune de Jacou

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'un foncier important sur la commune de Jacou, Domaine de Viviers.

Afin de préserver et entretenir ces terrains, une convention de mise à disposition pour l'exercice du droit de chasse est consentie à l'association des chasseurs défenseurs de l'environnement de Jacou. Cette mise à disposition est consentie pour une durée de 3 ans, à titre gratuit, moyennant entretien et gardiennage.

N°D2014-165 - 20/03/14 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2650T12 concernant l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n°2 au marché n°2650T12 concernant la campagne d'analyses obligatoires et la mise en place de contrôles supplémentaires liés à la légionellose est conclu avec la société POLE AIR, titulaire du marché. Le montant de cet avenant s'élève à 3 822 € H.T. et le nouveau montant du marché est porté à 25 481,33 € HT.

N°D2014-166 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant au marché n°3360GD13 lot n°3 relatif à l'entretien et à la réparation des conteurs enterrés, ajoutant un prix au bordereau des prix unitaires

Objet : Un avenant n°1 au marché 3360GD13, lot 3 est nécessaire pour prendre en compte un prix à ajouter au bordereau des prix unitaires pour l'utilisation d'un produit bactéricide afin de supprimer les nuisances olfactives lors des interventions de réparation. Le prix suivant sera rajouté pour le produit bio-destructeur : 17,80 euros HT/litre.

N°D2014-167 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec l'association de chasse « la Saint Hubert » de Clapiers en vue de l'exercice du droit de chasse sur le Domaine de Viviers - Commune de Clapiers

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'un foncier important sur la commune de Clapiers, Domaine de Viviers. Afin de préserver et entretenir ces terrains, une convention de mise à disposition pour l'exercice du droit de chasse est consentie à l'association de Chasse la Saint Hubert de Clapiers. Cette mise à disposition est consentie pour une durée de 3 ans, à titre gratuit, moyennant entretien et gardiennage.

N°D2014-168 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées section AM n° 74p - 75p - 76p - Commune de Saint Génies des Mourgues

Objet : Acquisition d'une partie des parcelles sises commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrées section AM n° 74 - 75 - 76, pour une contenance totale de 1 691 m², nécessaires à l'aménagement du fossé-émissaire de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues, réalisée dans le cadre de l'opération « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier ». Acquisition au prix de 4 250 € toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2014-169 - 09/04/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la réforme de photocopieurs vétustes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à titre gratuit des photocopieurs pour réforme à la société Canon, sise 550 rue Alfred Nobel à Montpellier afin qu'ils intègrent la filière de recyclage.

N°D2014-170 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées CB n° 8, 10 et 11 - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Lattes

Objet : Les parcelles cadastrées section CB n° 8, 10 et 11, situées lieudit Font de la Banquière à Lattes sont comprises dans le périmètre de la DUP (déclaration d'utilité publique) portant création d'une réserve foncière, DUP au bénéfice de la CAM. La convention cadre entre la CAM et l'EPF portant sur le secteur Quartier Gare TGV prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF. De part ses statuts, l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon (EPF LR) ne peut payer les indemnités de remploi que lorsqu'il est bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité de remploi qui reste à la charge de la CAM. La CAM doit procéder au paiement d'une somme de 87 700 € au titre de l'indemnité de remploi.

N°D2014-171 - 28/03/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la vente d'un matériel agricole vétuste situé sur le domaine de Viviers, commune de Jacou

Objet : la Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à monsieur Sabatier Christophe un semoir vétuste pour pièces, situé sur le Domaine de Viviers, commune de Jacou. Le prix est de 40 euros HT, soit 48 euros TTC.

N°D2014-172 - 28/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Marcel Spilliaert

Objet : La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Marcel Spilliaert à Montpellier, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 5 000 € (4 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.

N°D2014-173 - 28/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Jean Taris

Objet : La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Jean Taris à Montpellier, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de carte d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 7 000 € (4 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.

nable du trésorier.

N°D2014-174 - 28/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Jean Vivès

Objet : La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Jean Vivès à Montpellier, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 8 000 € (2 500 € actuellement). Avis favorable du trésorier.

N°D2014-175 - 28/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Poséidon

Objet : La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Poséidon de Cournonterral, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur.

Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement.

Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 15 000 € (14 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.

N°D2014-176 - 28/03/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Les Néréides

Objet : La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Les Néréides à Lattes, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Le montant de l'encaisse n'est quant à lui pas modifié.

N°D2014-177 - 14/03/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°2 de prolongation de la durée du marché n°3060GD12

Objet : Un avenant n°2 au marché n°3060GD12 d'étude d'optimisation de l'organisation du service de collecte à l'utilisateur sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit être passé avec la société VERDICITE, sise à Montreuil (93) titulaire du contrat afin de prolonger la durée des prestations de 9 mois, afin de permettre une meilleure exécution des prestations. Aucune autre disposition du marché n'est modifiée par le présent avenant. Le montant de la prestation est inchangé.

N°D2014-178 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AB n° 27p - Commune de Grabels

Objet : Acquisition d'une partie de la parcelle AB 27 - Commune de Grabels, pour une contenance d'environ 591m² appartenant à la Ville de Montpellier.

Parcelle sise dans le périmètre de la zone d'activités Euromédecine, constituant une partie de la voirie qui débouche sur la rue du Caducée et relève du domaine public communal « ville de Montpellier », l'autre partie de la voie étant propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient d'avoir une unité de gestionnaire.

Acquisition pour 1€ symbolique.

N°D2014-179 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix, parcelles cadastrées section SK n°27, 43 et 44 sises à Montpellier"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix des parcelles cadastrées section SK n°27, 43 et 44, appartenant aux conjoints PARE, sises sur la commune de Montpellier.

N°D2014-180 - 09/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3497DS13 de "Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier"

Objet : Un marché n° 3497DS13 est passé avec la société SOMEDI sise à Montpellier. Il consiste en la fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il est conclu à compter de sa notification pour une période initiale de un an. Il peut être reconduit pour une période de un an pour une durée maximale de deux ans. Le montant annuel minimum du marché s'élève à 25 000 € H.T. et le montant maximum à 90 000 € H.T.

N°D2014-181 - 04/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant N°1 au marché n° 2721EA12 relatif à l'audit et programme d'optimisation du système MAERA

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2721 d'étude d'audit et de programme d'optimisation du système MAERA sur la commune de Lattes est passé avec le groupement IRH (mandataire) / EGIS EAU, sis à Chaponney (69). Cet avenant concerne la prise en compte de prestations complémentaires d'études en lien avec la nécessité de mener des investigations topographiques complémentaires sur les réseaux primaires de MAERA assortie d'une prolongation du délai des études. L'avenant concerne également l'ajout d'une mission complémentaire à l'audit fonctionnel en lien avec les besoins d'inventaires des ouvrages de ce système. Le présent avenant s'élève à 18 910,00 € HT. et le délai d'études est prolongé de 8 mois. Le nouveau montant du marché s'élève à 151 735,00 € H.T.

N°D2014-182 - 10/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2159EA09 de maîtrise d'œuvre des travaux de protection de Port de Carême à Pérols

Objet : Avenant au marché de maîtrise d'œuvre des travaux de protection contre les inondations de Port de Carême

avec l'entreprise SAFEGE Ingénieurs Conseils, sise à Montpellier pour la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché initial. Cet avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché pour la conception d'un réseau pluvial et le contrôle de l'exécution des travaux, prestations supplémentaires non prévues au marché initial. Il s'élève à 3 400 € H.T. Le nouveau montant du marché est porté à 41 500 € H.T

N°D2014-183 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BAILLON Julien Artisan Coutelier d'Art dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société BAILLON Julien Artisan Coutelier d'Art est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec. Son activité est la coutellerie d'art. Elle est candidate à la location du lot A02 de 145,10 m² pour une période de 23 mois, pour un loyer HT à sa prise d'effet de 55 € par m².

N°D2014-184 - 28/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à la candidature de la société NEOTIC dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société NEOTIC est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la réalisation de logiciels. Elle est candidate au lot B10A de 169,30 m² pour une période de 24 mois.

N°D2014-185 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL - Référé suspension"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête en référé n°1400774 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2014 par la SCI CHAPTAL contre la décision de préemption arrêtée par le Président de l'Agglomération le 6 février 2014 en vue de l'acquisition de la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.

N°D2014-186 - 09/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3493DS13 d'"Acquisition d'auto-laveuses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier"

Objet : Un marché n° 3493DS13 est passé avec la société IGUAL SAS sise à Villeneuve les Maguelone (34). Il concerne l'acquisition d'auto-laveuses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période initiale d'un an. Il peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de deux ans. Le montant minimum annuel du marché est de 5 000 euros H.T. et le montant maximum annuel de 50 000 euros H.T.

N°D2014-187 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL, requête n°1400772-1 TA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1400772-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2014 par la SCI Chaptal contre la décision de préemption arrêtée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 6 février 2014 en vue d'acquérir la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.

N°D2014-188 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Brunel André"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP D'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1400896-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 février 2014 par Monsieur André Brunel tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N°D2014-189 - 09/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un accord-cadre n° 3371 DC 14 d'emballage, manutention et transports d'œuvres d'art du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie

Objet : Un accord-cadre n°3371 DC 14 d'emballage, manutention et transports d'œuvres d'art est passé avec les entreprises LP Art, 274 rue de Rosny, 93100 Montreuil, Léon Aget, 13-15 boulevard de Briançon, 13003 Marseille et Bovis, 1 bis rue Edouard Aubert, ZI des Ciroliers, 91712 Fleury Mérois.

N°D2014-190 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SCI BEAGUYTOU"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par la SCI BEAGUYTOU tendant à indemnisation pour défaut de travaux consécutivement à l'acquisition à titre gratuit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la parcelle cadastrée AW n°466 sise à Pérols et ce, dans le cadre du chantier de protection contre les inondations du quartier de Port Carême à Pérols.

N°D2014-191 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la reconduction de la convention d'occupation temporaire du domaine public du chenal de la Lironde - Commune de Lattes

Objet : Par convention en date du 29 mars 2011 et son avenant n° 1, la communauté d'Agglomération de Montpellier a consenti, à titre gratuit, une convention d'occupation temporaire des terrains lui appartenant, et constituant le chenal de la Lironde à Lattes à Monsieur ARGUEL Jean Louis pour une durée de 3 années. Il convient de reconduire cette convention, dans les mêmes conditions, pour une durée de 2 ans.

N°D2014-192 - 09/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché complémentaire n°3590EA14 de maîtrise d'œuvre portant sur la desserte en eau potable du parc Caubel sur la commune de Montferrier - Étude d'avant projet

Objet : Un marché complémentaire n°3590EA14 de maîtrise d'œuvre est passé avec le bureau d'études INFRA-MED, sis à Baillargues. Sa durée est de un mois

Le marché de maîtrise d'œuvre initial N°2462EA11 prévoyait une mission complète à partir de la mission PRO (études de projet) afin de desservir en eau potable le parc Caubel. La réalisation du schéma directeur d'eau potable sur le territoire de l'agglomération a conduit à repenser l'organisation des réseaux de desserte sur la commune qui pouvait avoir un impact sur le projet tel que prévu par le maître d'œuvre. De ce fait, il a été demandé à la maîtrise d'œuvre de bien vouloir mener une mission d'avant projet non comprise à sa mission initiale mais indispensable à la réalisation de sa mission pour affiner et conforter le programme de travaux avant lancement des études de projet.

N°D2014-193 - 20/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP Lyon Caen et Thiriez suite au pourvoi déposé près le Conseil d'Etat par la société ARCADES.

N°D2014-194 - 11/04/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché à bons de commande n°3488MG13 d'études géotechniques pour le domaine de la Pompignane à Montpellier

Objet : Un marché n°3488MG13 en procédure adaptée est passé avec l'entreprise EGSA BTP, sise au Parc d'activité Clément Ader, 19 rue Louis Bréguet, 34830 JACOU. Il concerne les études géotechniques afin de réaliser éventuellement des opérations de diagnostics complémentaires à ceux existant ainsi que l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi du projet et la supervision de l'exécution dans le respect des normes en vigueur. Le montant du marché s'élève à 36 006,00 € H.T. Le marché est conclu pour une période de 12 mois renouvelables 2 fois.

N°D2014-195 - 03/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à une constitution de partie civile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se constitue « partie civile » dans l'affaire n°13093000256 devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier pour recel de biens provenant de vol entre le 14 septembre 2013 et le 3 novembre 2013. Le préjudice financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 4006.60€ T.T.C. (quatre mille six euros et soixantecentimes). La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

N°D2014-196 - 07/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre payant de l'exposition « Polar à la loupe » de la ville de Montigny -lès-Cormeilles du 09 mai au 27 mai 2014

Objet : Un contrat de prêt de l'exposition «Polar à la loupe » est conclu au bénéfice de la ville de Montigny -lès-Cormeilles. Le prêt de l'exposition «Polar à la loupe » prendra effet à compter du 9 mai au 27 mai 2014 à la médiathèque Shakespeare

N°D2014-197 - 28/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SCI LOGISTRI AGRITECH dans le Parc 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société SCI LOGISTRI AGRITECH est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension. Les utilisateurs finaux seront les sociétés LOGISTRI Méditerranée (Triage et conditionnement de fruits & légumes), AGRITECH Europe (Fabrication d'automates tri & conception de systèmes de contrôle) et le Cabinet d'Avocats S. FERNANDEZ (Profession libérale). La société est candidate à l'acquisition du lot F3 d'une surface de 1 259 m².

N°D2014-198 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Manens Isabelle"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1401065-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/03/2014 par Madame Isabelle Manens tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N°D2014-199 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SARL OZONE COIFFURE MIXTE BG"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1401067-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 mars 2014 par la SARL OZONE COIFFURE MIXTE tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway de Montpellier.

N°D2014-200 - 11/04/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3578MG14 des missions de CTC SPS BET STRUCTURE pour les travaux de structures au Domaine de la Pompignane

Objet : Un marché de missions composé de trois lots pour les travaux de structures au Domaine de la Pompignane, est passé avec différentes entreprises:

Le lot n° 1 mission CTC est passé avec l'entreprise DEKRA sise à Montpellier, pour un montant de 5 460,00€ HT.

Le lot n°2 mission SPS est passé avec l'entreprise JMATEC sise à Baillargues pour un montant de 1 152,00€ HT.

Le lot n°3 mission BET STRUCUTURE est passé avec l'entreprise EGE sise à Montpellier pour un montant de 21 000,00€ HT.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée prévisionnelle est de 6 mois.

N°D2014-201 - 04/04/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3565GD14 pour la réalisation de la mission de coordination sécurité et protection de la santé de l'extension et réaménagement du point propre de CASTELNAU LE LEZ

Objet : Un marché n°3565GD14 de prestations intellectuelles doit être signé avec la société ELYFEC SPS sise 29 rue Condorcet 38090 VAULX MILIEU, pour effectuer une mission de coordination SPS pendant les travaux d'extension et de réaménagement du point propre de CASTELNAU LE LEZ. Ce marché est conclu à compter de sa notification pour une durée prévisionnelle de 6 mois. Le montant de ce marché est de 1267,50 € H.T.

N°D2014-202 - 07/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3490 MG 13, fourniture et livraison sur site de Fioul

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Ramond et Cie. Ce marché concerne la fourniture et livraison de fioul sur sites. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 1 an. Le montant minimum du marché s'élève à 20 000€ H.T et le montant maximum du marché s'élève à 160 000€ H.T

N°D2014-203 - 04/04/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°2127T14 de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST de Montpellier

Objet : Décision relative à la signature du marché de travaux n°2127T14. Ce marché est constitué de trois lots dont deux lots attribués respectivement à la société AXIMA CONCEPT (dénomination commerciale COFELY AXIMA) sise à TOULOUSE pour le lot 1 et à la société CFM sise à CASTELNAU LE LEZ pour le lot 3, le lot 2 étant déclaré infructueux. Le montant du lot 1 est de 1 054 200,00 € HT. Le montant du lot 3 étant de 34 045,00 € HT. La durée des marchés est de 7 mois à compter de leur notification et hors période de garantie de parfait achèvement.

N°D2014-204 - 04/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Oui...

Objet : La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 1 000 € à l'achat du spectacle Oui... diffusé du 23 avril au 4 mai 2014 au Théâtre Pierre Tabard

N°D2014-205 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAIOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de 6 mois à compter du 1er avril 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2014. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 122.74 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 776,05 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2013.

N°D2014-206 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SCI ABR INVEST dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas

Objet : La candidature de la société SCI ABR INVEST est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans le lotissement Marcel Dassault. Elle est candidate à l'acquisition du lot n°19-20 d'une surface de 3 795 m². L'utilisateur final est la société TTPM - Transport et Travaux Publics du Midi (Société de travaux publics - Location camions et engins - Terrassements).

N°D2014-207 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de 12 mois à compter du 1er avril 2014, soit jusqu'au 31 mars 2015. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 220,64 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 3 192,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2013.

N°D2014-209 - 04/04/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3508RI14 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue

Objet : Un marché n°3508RI14 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue est conclu avec la société BULL sise à MONTPELLIER. Le présent marché concerne les prestations suivantes :

- assistance technique pour des développements informatiques et de l'intégration continue,
- assistance technique pour la spécification et la réalisation de développements spécifiques en langages JAVA et PHP5,
- participation aux travaux d'intégration continue du Système d'Information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.##13;

Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification. Le montant du marché à bons de commande est compris entre un minimum de 22 000,00 € HT. et un maximum de 89 000,00 € H.T.

N°D2014-210 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB 9 - Commune de Lattes

Objet : Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle - Pont Trinquat - Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de l'Indivision NAZON, la parcelle située Commune de Lattes, cadastrée section CB n° 9 pour une contenance totale de 1 024 m², supportant un bâti, libre d'occupation. Le prix d'acquisition est de 410 200 € toutes indemnités confondues, dont 38

200 € d'indemnité de remplacement.

N°D2014-211 - 09/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI PRO IMMOBILIER dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la SCI PRO IMMOBILIER est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot N°G1 de 822 m². Les utilisateurs finaux seront la société H2T CONCEPT (maçonnerie générale) et la SCI BARCELONE (gestion – acquisition – location d'immeuble).

N°D2014-212 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2009 est conclu avec la société ERNEO pour une période de douze mois à compter du 1er mai 2014 soit jusqu'au 30 avril 2015. La redevance à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 797,25 € euros H.T.

N°D2014-213 - 10/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2685 EA 11 - Etude hydraulique du bassin versant de la Lironde

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2685EA11 est passé avec l'entreprise CEREG Ingénierie domiciliée 589, rue Favre de Saint Castor - 34080 Montpellier. Cet avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché et le délai contractuel pour répondre aux demandes du maître d'ouvrage d'exécuter des prestations supplémentaires non prévues au marché initial.

Le présent avenant s'élève à 8 000 € H.T.

N°D2014-214 - 10/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3593DC14 de fourniture et fabrication de repas « BIO » en liaison froide pour l'écolothèque

Objet : Un marché à bon de commande n°3593DC14 de fourniture et fabrication de repas « BIO » en liaison froide pour l'écolothèque, sans mini et avec un maxi de 89 000 € H.T., est passé avec la société ELIOR, domiciliée Immeuble le nobel -770 Avenue Alfred Nobel 34000 Montpellier, pour une durée de 1 an à compter du 17 avril 2014.

N°D2014-217 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SILKAN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SILKAN pour une période de 6 mois à compter du 1er avril 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2014. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 114,98 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 663,76 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-218 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SEMLEADS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SEMLEADS pour une période de 12 mois à compter du 1er avril 2014, soit jusqu'au 31 mars 2015. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface 14,48 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 194,62 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013

N°D2014-219 - 04/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à la mise à disposition du parking de la médiathèque Shakespeare le 14 avril 2014 pour la matinée

Objet : Une convention de mise à disposition du parking de la médiathèque William SHAKESPEARE est conclue avec la Ville de MONTPELLIER. La démolition de la tour H au Petit Bard prévue le 14 avril prochain constitue une étape importante du processus de rénovation urbaine du quartier. Cette opération exceptionnelle s'effectuera par implosion du bâtiment. Le parking de la médiathèque Shakespeare est nécessaire pour accueillir les habitants évacués du quartier du Petit Bard le 14 Avril 2014 dans la matinée à l'occasion de la démolition de la tour H.

N°D2014-220 - 04/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle avec l'association Amcel Agora Diffusion

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association Amcel Agora Diffusion, 5 Avenue des Ribas, 13770 Venelles. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des concert et classe de maître de saxophone de Jean-Pierre Caens, prévus le 29 mars 2014 de 9h à 16h30, sur le Site de Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 29 mars 2014 et se terminera à l'issue de la représentation. Le montant du marché s'élève à 1 606,00 € T.T.C.

N°D2014-221 - 09/04/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°3598DS14 concernant l'analyse de l'air des piscines de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3598DS14 de prestations de services est passé avec la société POLE AIR, Agence Sud, à Prades-le-Lez.

Ce marché concerne l'analyse de l'air des piscines de l'Agglomération. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an

Reconductible deux fois. Le montant du marché est assorti d'un minimum de 5 000 € H.T. et d'un maximum de 15 000 € HT.

N°D2014-225 - 04/04/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.)

Objet : La décision n°D2014-9 est abrogée suite à une erreur au niveau du montant de la partie forfaitaire du marché n°3500RI13.

Un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.) est conclu avec la société SOGETI sise à AIX-EN-PROVENCE.

Le présent marché comprend les domaines de prestations suivants :

- assister la Direction des Ressources Informatiques dans l'identification et l'analyse de ses enjeux sécurité,
- donner à la Direction Générale et à la Direction des Ressources Informatiques une vision exhaustive de la sécurité sur le périmètre choisi en établissant :
 - une analyse des enjeux et des risques encourus,
 - un classement des risques encourus en fonction de leur impact et de leur probabilité,
 - la mise en évidence des vulnérabilités et des lacunes organisationnelles et techniques de l'existant,
- prendre en compte les obligations légales en relation avec la sécurité des données et des systèmes et l'utilisation des ressources informatiques (confidentialité des données, traçabilité, authentification etc...),
- proposer un document cadre définissant des objectifs organisationnels et techniques, cohérents avec les enjeux et le contexte de la Collectivité pour poser les bases d'un système de management de la sécurité,
- proposer un plan d'actions sécurité sur trois ans pour la mise en place d'un système de management de la sécurité.

Ce marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

Le montant du marché comprend :

- une partie forfaitaire d'un montant de 25 000,00 € H.T., soit 30 000,00 € T.T.C. – TVA à 20%,
- une partie à bons de commande d'un montant maximum de 40 000,00 € H.T., soit 48 000,00 € T.T.C. – TVA à 20%.

N°D2014-226 - 03/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Guy COHEN, SARL ALEF"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à l'assignation déposée près le Tribunal de Grande Instance de Marseille par Monsieur Guy Cohen et la SARL ALEF tendant à indemnisation pour préjudice subi et ce, consécutivement à la diffusion de spots vidéo publicitaires dans le cadre de la campagne publicitaire de Montpellier Unlimited.

N°D2014-227 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de réseaux publics - Parcelle BD n° 75 - Commune de Montpellier

Objet : Une convention de servitude de passage perpétuel en en tréfonds de d'un réseau de refoulement des eaux usées, consenti par Monsieur Raymond GROUSSET, domicilié 2126, rue de l'Aiguelongue à Montpellier (34090), sur la parcelle sise Commune de Montpellier, cadastrée section BD n° 75. La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de deux mille quatre cent soixante deux euros (2 462€),

N°D2014-228 - 07/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'un Plat ovale datant du XVIIIe siècle de Montpellier, Manufacture royale Ollivier.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise d'un Plat ovale datant du XVIIIème siècle de Montpellier, Manufacture royale Ollivier. Cette faïence sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2014-229 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrain cadastré BD n° 75 - Commune de Montpellier

Objet : La réalisation des travaux de l'intercepteur Est, dont la finalité est de permettre le raccordement à la station d'épuration de Maera des communes de Montferrier sur Lez, Clapiers, Prades le Lez, Saint Clément de Rivière ainsi que les secteurs Nord de Montpellier, nécessite d'occuper temporairement une emprise de 7 206m² sur la parcelle cadastrée section BD n° 75, d'une contenance totale de 18 545m², sise Rue de Ferran, commune de Montpellier. La COTT est consentie moyennant une indemnité forfaitaire globale de 10 688€.

N°D2014-230 - 04/04/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°2 au marché 3074GD12 d'étude sur la mise en œuvre d'une fiscalité incitative pour le financement du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n°2 au marché n°3074GD12 de prestations intellectuelles est conclu avec le groupement conjoint solidaire : ABBD- 21 rue Bergère- 75 009 PARIS- CITEXIA- 21 rue Bergère- 75 009 PARIS-. Cabinet LANDOT et associés- 137 rue de l'Université- 75007 PARIS. Cet avenant concerne la prolongation de 5 mois de la durée de la tranche conditionnelle n°1 et l'ajout de nouvelles prestations de prospective relative à la redevance spéciale. Le présent avenant s'élève à 5 545,00 € H.T et représente une évolution de 14,7% du montant initial du marché. Le nouveau montant du marché s'élève à 43 270,00 € H.T.

N°D2014-232 - 07/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation des Amis du Musée Fabre de quatre œuvres d'Art graphique de Jean-Pierre Blanche

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don des Amis du Musée Fabre, de quatre œuvres d'Art graphique de Jean-Pierre Blanche : La lumière de l'atelier, Ferme n°1, Les grands arbres, Les abords. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°D2014-233 - 07/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de Jean-Pierre Blanche d'une de ses œuvres : Les grandes Salines.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de Monsieur Jean-Pierre Blanche d'une de ses œuvres : Les grandes Salines. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2014-234 - 31/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "MOUSSA Ismael requête 1303929-5 TA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1303929-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 août 2013 par Monsieur Ismail MOUSSA sollicitant une concertation amiable et logique consécutivement à la notification de l'arrêté préfectoral n°2013-659 du 3 avril 2013 portant cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à l'opération d'aménagement de la ZAC Descartes à Lavérune.

N°D2014-235 - 31/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant de transfert du marché n° 3131DC13 de "travaux de construction pour le Musée de l'Histoire de la France en Algérie - Lot 1 : gros œuvre façades réseaux"

Objet : Un avenant de transfert du marché n° 3131DC13 est passé pour acter l'absorption-fusion de la société L.C.R.I. sise à Nîmes par la société A. GIRARD sise à Nîmes. La réalisation de la fusion a été approuvée par décisions de l'associé unique de l'entreprise A. Girard en date du 16 décembre 2013 et publiée le 07 janvier 2014 ainsi que l'avis de dissolution de la société LCRI. L'entreprise A. Girard (société absorbante) a fusionné avec la société LCRI (société absorbée), la date d'effet juridique de la fusion est fixée au 31/12/2013. La société LCRI est dissoute et radiée du RSC à la même date.

N°D2014-236 - 07/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation d'André Castagné de quatre de ses œuvres d'Art graphiques : Le Capitole, Place du Capitole, Sur les flancs du Capitole, Plage de Carnon

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, accepte le don de Monsieur André Castagné de quatre de ses œuvres d'Art graphique : Le Capitole, Place du Capitole, Sur les flancs du Capitole, Plage de Carnon. Ces œuvres d'Art graphique seront conservées au sein des collections du musée Fabre

N°D2014-237 - 11/04/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°3530MG14 de rénovation des joints d'étanchéité du pavillon Junon de l'Hôtel d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché passé avec l'entreprise SUD VERTICAL, sise 117 place de Thessalie, 34000 MONTPELLIER. Les travaux consistent à retirer le joint existant, préparer le support, placer un fond de joint et réaliser l'étanchéité avec un mastic adapté. Deux tranches (une ferme et une conditionnelle) sont prévues. Le montant toutes tranches confondues est estimé à 83 102,88€ HT. La tranche ferme est conclue pour une période allant de sa notification au 31 décembre 2014. La tranche conditionnelle pourra être affermie au plus tard le 31 décembre 2014 et conclue pour une période initiale allant de sa notification au 31 décembre 2015.

N°D2014-238 - 04/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché pour un contrat de prestation de service avec l'association Allons'z'Enfants - Compagnie Didier Théron

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association Allons'z'Enfants - Compagnie Didier Théron, sise 155 Rue de Bologne, 34080 Montpellier. Ce marché concerne l'intervention du chorégraphe Didier Théron auprès des élèves des classes des cycles I et II de danse classique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, pour la création d'une performance chorégraphique prévue le 24 mai 2014 à 19h à l'Opéra Comédie de Montpellier. Le marché prend effet à la signature du présent contrat et se terminera à l'issue de la représentation du 24 mai 2014. Le montant du marché s'élève à 2300,00 € HT, soit 2760,00 € T.T.C.

N°D2014-239 - 07/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de Madame Sue Hood d'ouvrages illustrés de Jean Hugo.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de Madame Sue Hood d'ouvrages illustrés par Jean Hugo (liste jointe en annexe). Ces ouvrages illustrés seront conservés au sein des collections du musée Fabre

N°D2014-240 - 02/04/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution de la mission « Prestations topographiques » pour l'extension de la ligne 1 du tramway dans le cadre de l'opération OZ Nature urbaine

Objet : Ce marché a pour objet l'exécution d'une mission de prestations topographiques, pour les études et la réalisation de la prolongation de la 1ère ligne de tramway jusqu'à la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France ». Il s'agit d'un marché à bons de commande (mini 50 k€ - maxi 200 k€) ; il est attribué pour une durée de 48 mois au groupement SIRAGUSA / BILICKI (Cabinet SIRAGUSA SELARL mandataire ; SCP BILICKI DHOMBRES OS-MO co-traitant).

N°D2014-241 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP 39, 45, 48 et 49, SV 9 et 10 - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier

Objet : Dans le cadre du projet de création d'une réserve foncière dans le secteur Méjanelle - Pont trinquat - Quartier

Gare TGV, la CAM achète les parcelles cadastrées section SP n°39p, 48p, SV 9 et 10p d'une superficie totale 13 293 m², situées à Montpellier et comprises dans le périmètre de la DUP (déclaration d'utilité publique) portant création d'une réserve foncière. La CAM achète les parcelles cadastrées section SP n°39p, 45, 48p, ST 49 et SV 10p d'une superficie totale de 22 496 m², situées à Montpellier se situent également dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat à Montpellier mais hors dup réserve foncière. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal est de 1 073 670 euros et les indemnités de remploi sont de 40 879 euros soit un total TIC de 1 114 549 euros.

N°D2014-242 - 11/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle avec le United Strings of Europe Orchestra

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec le United Strings of Europe Orchestra, sis 11B Exeter Mansions, Exeter Road, NW2 3UG, London, Royaume-Uni. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des concerts et classes de maître de direction d'orchestre, prévus du 19 au 22 avril 2014 dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 19 avril 2014 et se terminera à l'issue des représentations du 22 avril 2014. Le montant du marché s'élève à 5 000 € T.T.C.

N°D2014-243 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une prise de possession anticipée - Parcelles n° SP 39p, 45, 48p, 49 et SV 10p - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier signe une prise de possession anticipée avec l'Indivision DE SAPORTA sur les parcelles cadastrées SP 39p, 45, 48p, 49 situées lieudit Font de la Banquière à Montpellier et SV 10p située lieudit La Mogère à Montpellier. Le montant de la PPA s'élève à 68 488 euros.

N°D2014-244 - 09/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une autorisation temporaire d'occupation du domaine public avec l'association Champ libre

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise, par convention ci-jointe, l'occupation temporaire par l'Association Champ Libre de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre de relations de partenariat entre ces deux structures culturelles. Les locaux dont l'occupation est autorisée sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, Hôtel d'Aurès, 14, rue Eugène Lisbonne, 34000 Montpellier. L'occupation est autorisée du 5 au 16 juin 2014. Compte tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

N°D2014-245 - 09/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas: étude trafic

Objet : Un marché n°S 14.04 est passé avec la société EGIS France. Ce marché concerne la réalisation des études de trafic. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois. Le montant du marché s'élève à 9 500,00 € H.T.

N°D2014-246 - 09/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de védas: étude géomètre

Objet : Dans le cadre des études préalables à l'aménagement du secteur de la Lauze Est, la SAAM en tant que mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a procédé à une consultation de bureaux d'études pour la réalisation des études géomètre. Après analyse des offres il est proposé de passer un marché à bon de commande avec la société SIRAGUSA pour réaliser cette étude pour un montant de 30 000 € maximum.

N°D2014-247 - 07/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative au legs de Mme Alicot d'une armoire datant du XVIIème siècle du Bas Languedoc. Succession gérée par Madame Béatrice Netter-Leval.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le legs d'une Armoire datant du XVIIème siècle du Bas-Languedoc, de Madame Béatrice Netter-Leval, représentante de la succession Alicot. Cette Armoire sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2014-248 - 07/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à la donation de Monsieur Alexandre Hollan d'une série de ses douze fusains datant de 2012 et d'un fusain de 2013.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de monsieur Hollan d'une série de ses douze fusains datant de 2012 et un fusain de 2013. Ces fusains seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

N°D2014-250 - 03/04/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'une convention de mise à disposition du Stade Jules Rimet de Sussargues à l'association "les Barbarians du Bérange"

Objet : Dans le cadre de l'organisation d'une manifestation sportive de touch rugby par l'association "Les Barbarians du Bérange", la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de la promotion des actions sportives et de son territoire, souhaite mettre à disposition à titre gratuit le stade Jules Rimet de Sussargues le 10 mai 2014.

N°D2014-251 - 03/04/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol au Montpellier Agglomération Tae Kwon Do

Objet : Dans le cadre de l'organisation d'une manifestation de Tae Kwon Do par l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do le 25 mai 2014, il y a lieu de mettre à disposition le Palais des Sports René Bougnol. Cette mise à disposition se fera à titre gratuit.

N°D2014-252 - 10/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCIA SJF dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société SCIA SJF est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension. Les utilisateurs finaux sont la société ACT (cabinet d'architectes), la société JFP Constructions (entreprise de gros œuvre) et la société SCP PERROT AUDRIN POUJOL DUNIE-MERIGOT (clinique vétérinaire généraliste). Elle est candidate à l'acquisition du lot n°F1 d'une surface de 1 414 m².

N°D2014-253 - 11/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de prestation de service avec l'association Collectif Koa

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'association Collectif Koa, sise à Montpellier. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation de la classe de maître de soundpainting de Walter Thompson, prévue le 25 avril 2014 de 9h30 à 20h30, en Salle Molière à Montpellier, dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 25 avril 2014 et se terminera à l'issue de la représentation. Le montant du marché s'élève à 1202,02 € T.T.C.

N°D2014-254 - 03/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL - Pourvoi en cassation"

Objet : La défense de la Communauté d'agglomération est confiée à la SCP Lyon-Caen et Thiriez près le Conseil d'Etat contre l'ordonnance de référé du Tribunal Administratif de Montpellier n°1400774 du 25 mars 2014 suspendant l'exécution de la décision du 6 février 2014 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de préempter la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.

N°D2014-256 - 11/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un accord-cadre n°3561DC14 pour le transport des matériels et instruments d'orchestre du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération

Objet : Un accord-cadre n°3561DC14 pour le transport des matériels et instruments d'orchestre du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est passé avec les sociétés OMC Déménagements domiciliée à COURNONTERRAL et RIVES DI COSTANZO domiciliée à TOULOUSE. Cet accord-cadre, sans minimum et avec un maximum de 14 000 € H.T./an est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification, renouvelable 2 fois par période de 1 an.

N°D2014-257 - 08/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3465 RI 13, accès Internet du siège, hébergement et maintenance des sites et applications Internet

Objet : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société OVEA sis 34070 Montpellier. Ce marché concerne l'accès internet, hébergement et maintenance des sites et applications internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification pour une période initiale de 1 an. Le marché peut être reconduit pour 1 an. Le montant minimum annuel du marché s'élève à 50 000 € H.T et le montant maximum annuel à 99 999 € H.T.

N°D2014-258 - 09/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3132bisDC13 de "Travaux de scénographie et muséographie du Musée de l'Histoire de la France en Algérie - Relance du lot n° 16 : médiations et soclage"

Objet : Un marché n° 3132bisDC13 est passé avec la société AE3 sise à Nîmes (30). Il concerne les travaux de scénographie et muséographie du Musée de l'Histoire de la France en Algérie avec la relance du lot n° 16 : médiations et soclage. Le délai d'exécution du marché s'intègre dans un délai global pour tous les lots de 13 mois, avec démarrage de la période de préparation et des travaux par ordre de service. Le montant du lot n° 16 s'élève à 110 650 € H.T. soit 132 780 € T.T.C.

N°D2014-259 - 08/04/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution de la mission « Reconnaissances géotechniques » pour l'extension de la ligne 1 du tramway dans le cadre de l'opération OZ Nature urbaine

Objet : Le marché a pour objet l'exécution d'une mission de "Reconnaissances géotechniques", pour les études et la réalisation de la prolongation de la 1ère ligne de tramway jusqu'à la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France ». Il s'agit d'un marché à bons de commande (mini 30 k€ - maxi 180 k€). Il est attribué pour une durée de 48 mois à la Société HYDROGEOTECHNIQUE.

N°D2014-260 - 09/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3478DC13 de "Travaux pour l'approvisionnement en eau de mer de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier - lot 1: voirie et réseau humides avec option et lot 2 : réseaux secs"

Objet : Un marché n° 3478DC13 est passé, pour le lot n° 1 "voirie et réseaux humides", avec la société BRAULT M.T.P. sise à Vendargues et pour le lot 2 "réseaux secs" avec la société Allez et Cie sise à Lunel. Il a pour objet les travaux d'approvisionnement en eau de mer de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier - lot 1: voirie et réseau humides avec option et lot 2 : réseaux secs. Il prendra effet à compter de la date fixée par ordre de service et durera, pour chaque lot, un mois et deux semaines. Le montant global du lot n° 1 est de 75 720,30 € H.T. soit 90 864,36 € T.T.C. décomposés comme suit : le montant de la solution de base est de 71 509, 50 € H.T. et celui la prestation supplémentaire ou alternative n° 1 est de 4 210,80 € HT. Le montant global du lot n° 2 est de 29 960,06 € H.T. soit 35 952, 07 € T.T.C.

N°D2014-261 - 11/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n° 3341bisDC13 de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Planétarium Galilée

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre pour des travaux de rénovation du planétarium Galilée est conclu avec l'agence ARSCENES, pour un montant de 25 068,98 € HT pour la tranche ferme, et 26 939,80 € H.T pour la tranche conditionnelle n°1.

N°D2014-262 - 09/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3547DC14 de contrôle technique et CSPS relatifs à la dernière phase des travaux de rénovation de l'Agora de la Danse

Objet : Un marché n°3547DC14 d'études relatives à la dernière phase des travaux de rénovation de l'Agora de la Danse est conclu pour le lot n°1 : Contrôle technique, avec la société APAVE, pour un montant de 8 240 € H.T. pour la tranche ferme, et 4 300 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1, et pour le lot n°2 : CSPS, avec la société QUALICONSULT, pour un montant de 1 940 € H.T. pour la tranche ferme, et 1 240 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1.

N°D2014-264 - 09/04/14 - Direction de la Culture

Décision relative à la signature de l'avenant de transfert relatif au marché n°2363DC10 lots n° 17 et 18 : Achat de livres, partitions et éditions adaptées pour le réseau des médiathèques

Objet : Dans le cadre de la liquidation judiciaire du Gie Librairies Privat titulaire du marché N° 2363DC10 lots 17 et 18, il convient de conclure un avenant de transfert en faveur de la SAS BIBLIOTECA déclarée repreneur, par l'ordonnance en date du 11 février 2014.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée